

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

N° 40 - 11 Février 1961

## LE LOGEMENT Problème N° 1

Numéro spécial de 12 pages

★

Passez vos commandes à

**Tribune Socialiste**

54, Boulevard Garibaldi

PARIS - 15<sup>e</sup>

# POUR UNE NOUVELLE ETAPE

**D**ES le premier moment, nous avons dit du plébiscite qu'il avait pour principal objet de brouiller les cartes et de dégager le Pouvoir de la pression des éléments favorables à la paix. Rappelons-nous les circonstances du début novembre : la menace d'une majorité des 2/3 à l'O.N.U. contre la politique gaulliste, l'essor de la lutte des masses en France contre la guerre d'Algérie et, dans la jeunesse, les premières manifestations de refus de la guerre, auxquelles devaient répondre bientôt les puissantes manifestations du peuple algérien. Nous avons estimé que ces divers phénomènes prouvaient la force croissante du courant pour la négociation et nous avons estimé que c'était là désormais le fait essentiel — que de Gaulle devrait en tenir compte, qu'à plus forte raison les Ultras étaient désormais condamnés à la défensive. C'était le temps, pourtant, où on nous pressait de faire front contre le putsch imminent, où on menait grand bruit autour des mousquetaires des barricades en pèlerinage à Tolède, où on nous sommait bientôt de voter « oui » pour « barrer la route aux Ultras ». Tout ce beau bruit ne nous impressionna guère, il est vrai. Mais comme il fut mené avec l'énorme orchestre de la propagande officielle, comme la gauche du gaullisme et ses organes de presse, — abandonnant pour une fois « l'objectivité » dont ils se font, par temps calme, une coquetterie — donnèrent de la voix dans ce concert, nos moyens dérisoires n'ont pu empêcher les 75 % de la confiance à de Gaulle. Aujourd'hui, nos gens ravis feignent de découvrir que la menace ultra avait été exagérée (mais par qui? et à quelles fins?) et conviennent, par là même, que la majorité des « oui » est représentée par cette bonne France de droite, de la droite traditionnelle. Une telle compagnie n'est pas inhabituelle à Guy Mollet dont le marxisme intransigeant s'accommode depuis longtemps d'être à la frange gauche des majorités de droite. La seule différence avec le temps de la IV<sup>e</sup>, c'est que cette majorité ne gouverne plus, ni n'en fait semblant, mais approuve... par avance.

Ce qui nous reconforte, nous, c'est d'être encore une fois de l'autre côté. Le « non » est peut-être difficile à porter ces temps-ci puisqu'il vient d'être à nouveau minoritaire, mais notre « non » qui n'est point honteux, ne sera ni résigné, ni passif. La fermeté dans l'application d'une politique choisie démocratiquement par le parti est le signe d'une rupture avec des pratiques détestables où d'autres continuent de se complaire. Sans doute, d'un certain côté, croit-on bon d'ironiser sur les discussions qui précédèrent notre décision du mois dernier. Il est vrai que nous nous sommes interrogés sur la meilleure façon de déjouer le piège gaulliste. « Petits bourgeois hésitants » que nous sommes, nous n'avons pas cette tranquille certitude scientifique avec laquelle certains s'autofélicitent et digèrent leurs erreurs. Au reste, à chacun ses hésitations, à chacun sa fermeté : nous aurions préféré que la fermeté dont on se vante aujourd'hui à propos du « non » n'ait pas fléchi fâcheusement à la veille du 27 octobre, à la veille d'une manifestation qui, tout particulièrement à Paris, a revêtu une ampleur sans précédent et constitué une étape importante de la lutte pour la paix en Algérie.

**L**A discussion démocratique à la base consiste pour nos camarades dans leurs sections, à déterminer non seulement le nombre d'affiches à coller, mais encore les mots d'ordre que porteront ces affiches. Nous savons que le mouvement socialiste français doit faire le réapprentissage de ces méthodes-là ; c'est pour cette raison que le P.S.U. existe ; les railleries, ni les pointes méprisantes ne nous en détourneront.

Ce qui compte le plus, en définitif, c'est que dans sa masse, le parti ait mené la bataille du référendum avec un élan admirable, à Paris comme dans les plus petits villages où souvent nous n'avons pas de section organisée.

De cette première épreuve de type électoral qui nous était imposée dans les pires conditions politiques et matérielles, le parti sort renforcé et aguerré. En beaucoup de départements, il est apparu — et la presse a dû le constater — comme la principale force agissante pour la paix avec l'Algérie. Ses militants « de base » en particulier — même lorsqu'ils avaient, dans la discussion, été hostiles au « non » — ont été exemplaires d'esprit d'initiative et d'activité en dépit, parfois, de leur inexpérience en ce genre de campagne.

Mais il reste que, du fait du référendum, nous abordons une période de plus grandes difficultés dans la lutte pour la paix négociée avec l'Algérie. C'était là l'objectif majeur du référendum gaulliste : il a été atteint. Les pressions les plus fortes s'exercent dès maintenant, et vont s'exercer durant les prochaines semaines pour nous presser d'abandonner la ligne sur laquelle

par

Jean POPEREN

nous nous tenons depuis près d'un an et qui nous a valu d'appréciables succès, et d'abord de devenir un parti avec lequel il faut compter, avec lequel on compte effectivement. Même lorsqu'on affectait de nous tenir pour quantité négligeable, on a mobilisé les plumes les plus habiles de la gauche gaulliste pour nous convaincre de rejoindre le camp des « oui », ou bien on s'est pendu aux basques de nos sections pour obtenir leur signature sous des appels communs en faveur du « non ». Toutes ces démarches sont le signe de l'importance que nous avons su acquérir et du grand cas que l'on fait de notre concours. Les difficultés provisoires, nées du succès gaulliste, ne seront surmontées que par la plus grande fermeté à l'endroit des manœuvres qui tendent à ne nous laisser le choix qu'entre l'alignement sur les positions de la gauche gaulliste avec le Parti communiste. Car, par une concordance d'initiatives qui n'est point nouvelle, on cherche dans l'un et l'autre cas à neutraliser le nouveau parti et, à l'occasion d'un épisode très passager de la lutte contre la guerre d'Algérie, à l'atteindre jusqu'en son principe. Nous savons bien, et comment en serait-il autrement ? que les appareils traditionnels dont nous bousculons le jeu sont à l'affût de toute occasion qui nous transformerait en appendice des uns ou des autres. On s'irrite de constater que nous avons dépassé le stade des groupes d'agitation pour devenir une force politique d'importance nationale. On va chercher à pousser à fond l'avantage tactique obtenu à nos dépens à la faveur du référendum. Nous tenons grand compte de cet avantage, justement parce que nous sommes un parti de type nouveau, que nous entendons vivre avec la réalité politique et non avec les fumées endormeuses de l'autofélicitation et du tranquille contentement de soi. Il est certain, et il est sain, que des camarades du P.S.U. ou proches amis de notre parti s'interrogent aujourd'hui sur le bien-fondé de telle ou telle de nos démarches. Nous comptons bien que cet effort de réflexion, amorcé à l'occasion du référendum, va se développer et gagner en intensité et en qualité durant toute la préparation du Congrès National. Le bureau national, pour sa part, a déjà abordé ce travail critique et a pu tirer quelques premières conclusions.

(Lire la suite en page 3)

# Témoignages sur Oran

UNE certaine presse, qui ne se situe pas exclusivement à droite d'ailleurs, laisse entendre depuis quelque temps, que le F.L.N. serait dans une certaine mesure débordé par les manifestations musulmanes. Ayant passé un mois à Oran, de la première semaine de décembre au 16 janvier, je me propose de dire ce que j'ai vu et entendu, et il est devenu relativement facile d'écouter dans un pays où depuis le 9 décembre, les Musulmans ont brutalement délié leur langue.

Distinguons tout d'abord les grandes manifestations de la fameuse semaine de celles, plus restreintes, qui se sont déroulées sans discontinuer. Dans les quartiers de Chalet, du Ravin sur les pentes de la célèbre colline d'Oran, des dizaines de milliers de Musulmans sont rassemblés aux cris de « Vive le F.L.N. », etc... les femmes et les jeunes de 18 à 25 ans jouent un rôle très important. La manifestation est organisée, des militants F.L.N. haranguent la foule. Plus qu'une manifestation, il s'agit d'un meeting monstre. Les « pieds noirs » n'en croient pas leurs yeux et leurs oreilles... la démystification ne fait que commencer. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est la brutale transformation des manifestations. Au départ, provoquées par des groupes d'extrême-droite, les Musulmans du « village nègre » ripostent. Bref, il s'agit d'une simple riposte à des provocations. Or, il est remarquable, qu'en l'espace de quelques heures, d'une nuit, ces ripostes se sont muées en manifestations très fortement politisées avec les drapeaux et les slogans que l'on sait. Une étonnante infrastructure, service d'ordre, infirmerie, etc..., est mise en place par le F.L.N. La masse ne suit pas le F.L.N., elle est le F.L.N.

Tout ceci prouve, s'il en était besoin, que la soi-disant prise en charge par le F.L.N. des manifestations est plutôt, si on peut dire, une « auto-prise en charge » de la masse par elle-même. Ceci ne surprend plus ceux qui, par leurs contacts avec les Algériens, connaissent le degré de politisation des Musulmans même illettrés. Les milieux activistes ont prétendu que le F.L.N. avait décidé, pour le 24 décem-

bre, une Saint-Barthélémy et que ce plan avait été déjoué grâce aux provocations ultras ! On écrit l'histoire comme on peut ! Bref, ce qui est certain, c'est que la spontanéité et la politisation immédiate des manifestations attestent que la situation était mûre... il ne restait plus qu'à attendre l'étincelle.

Fehrat Abbas demande que soit mis fin aux manifestations — effectivement les manifestations de masse cessent — mais une agitation permanente continue notamment dans les quartiers périphériques où cohabitent Musulmans et Espagnols. Pourquoi ? n'allons pas chercher midi à quatorze heures : les Musulmans ont peur. Les provocations continuent ; les contrôles ne sont plus acceptés par la foule. Et surtout, pour la première fois, les Musulmans font justice de toutes les brimades criminelles endurées pendant ces dernières années ; brimades, « rations » cruellement effectuées par les Européens du quartier, sous le couvert des Unités territoriales. Il faut souligner aussi le racisme de ces petits Blancs qui compensent leur infériorité économique par un complexe de supériorité ethnique et civique sur l'Arabe. Il est remarquable de constater que les militaires du contingent et les C.R.S. ne sont jamais l'objet de provocation par les Musulmans ; mais le « para » et l'Espagnol ne sont pas du tout tolérés.

Il apparaît enfin que des réactions aveugles de la foule se produisent toujours, néanmoins les petites manifestations de quartiers ne sont toujours apparues bien encadrées et fortement politisées. Le G.P.R.A. n'a jamais voulu arrêter le mouvement, car pour qu'il cesse, encore faudrait-il que cesse la guerre, les contrôles de jour et de nuit, les internements et les arrestations massives.

Certains milieux ont donc tout intérêt à minimiser l'influence du F.L.N. Diviser pour régner — cela n'est pas nouveau.

Ainsi un des journaux du patronat Finance, dans son numéro du 19 janvier, affirme « qu'il existe un F.L.N., secret celui-là, dont les meneurs véri-

tables sont ignorés du G.P.R.A. » (p. 50). De là on enchaîne : « les agents arabes du F.L.N. sont dépassés par les agents kabyles » (sic) et tout ceci pour conclure que « ces agents kabyles sont communisés, car les communistes doivent noyauter le F.L.N., ce qu'ils font grâce aux kabyles » (p. 51).

Bref, le patronat ne semble pas du tout disposé à « lâcher » l'Algérie... Notons enfin, qu'est-ce que viendraient faire les kabyles à Oran, ville essentiellement arabe et comment pourraient-ils venir ?

Le second point que je voudrais aborder est celui des élections. Du côté musulman, l'Echo d'Oran notait 1 % de votants, en dépit des 300 millions d'anciens francs dépensés à Oran par le Comité pour le Soutien du Général de Gaulle. Le mot d'ordre F.L.N. d'abstention a donc été largement suivi et, fait notable, l'armée n'est pas intervenue pour « dégeler les Musulmans ». D'autre part, le désaccord plus ou moins accentué entre les cercles d'officiers, activistes pour la plupart, et le contingent, explique le peu d'empressement des militaires à utiliser les instruments de propagande en faveur du « oui ». Ce désaccord s'est manifesté à propos des résultats électoraux : il apparaît, si j'en juge par les résultats officiels des votes des marins de la Flotte à Mers-El-Kébir et ceux du contingent du service d'ordre, que la majorité du contingent a voté « oui », donc contre les officiers activistes qui se trouvent ainsi totalement isolés. Ceci me paraît être d'une importance capitale pour l'évolution politique du contingent qui, pour la première fois, s'est dressé contre la politique « ultra » de nombre d'officiers.

Enfin, neuf Européens sur dix ont voté « non ». Le 13 mai a, pour eux, une importance capitale ; dans un « S.O.S. à la Métropole » envoyé à de nombreux métropolitains, il est dit notamment : « De Gaulle en qui nous avions mis votre confiance, nous avait promis, en ce jour lumineux du 13 mai, que l'Algérie serait à jamais terre française » (cf. Discours de Mos-

taganem)... « sa politique aveugle a abouti aux sanglantes émeutes de décembre 1960 ». Comme on le voit, De Gaulle est purement et simplement accusé d'avoir fait renaître de ces cendres le nationalisme arabe... Une candeur étonnante, mais réelle, jointe à une mauvaise foi évidente, motivent ces gens, intoxiqués par une seule presse, peu préparés, de par leur mode de vie, aux événements politiques qui les concernent, péteuistes pour la plupart et n'ayant jamais eu l'expérience d'une occupation étrangère, ignorant donc tout ce que peut représenter une résistance, une rébellion. Le Pied Noir, sincère ou non, a le sentiment d'avoir été « roulé » par De Gaulle et ceci est vrai sur le plan psychologique. Les incertitudes de De Gaulle n'ont rien fait pour démystifier une minorité fermée sur elle-même. Les activistes, de leur côté, jouent sur un mobile puissant chez les Européens : la peur. La peur qui a fait son apparition avec les événements de décembre. Des gens qui ont peur, qui se sentent isolés, tels sont les Pieds Noirs, prêts pour certain à la politique du pire : « Si nous parlons, nous casserons tout ». Sans que ces menaces soient mises à exécution, il semble, par contre, plus probable que certains tenteront un véritable sabotage économique de l'Algérie. Notons enfin que les Israélites d'Oran ont en majorité voté « oui » au référendum, à tel point que certains Jeunes Nations envisageraient de saccager la synagogue !

Telles sont, en vrac, les quelques réflexions que peuvent naître d'un contact avec cette réalité algérienne. Il serait trop hâtif de faire des pronostics sur les chances d'une coexistence future entre les deux communautés. De ces quelques semaines passées là-bas, j'avoue être pour ma part assez pessimiste, car le problème de mentalité est pour la minorité européenne, plus décisif que les arguments politiques et même les impératifs d'existence, car on ne change pas en un an la mentalité d'une telle collectivité.

M.-P. EDMOND

## FLASHES EN FLÈCHES

### CONGO

La livraison de Patrice Lumumba à l'homme de paille de l'Union minière belge Tschombé illustre bien la confiance que nourrissent à l'égard de leurs propres troupes Kasavubu et Mobutu : aucune prison ne leur paraissait sûre dans les territoires qu'ils « contrôlent ». Il est vrai que de mauvaises langues ont ajouté que « Tiroir-caisse » avait donné 56 millions de francs belges au « roi Kasa » en échange du prisonnier. Curieux, comme tout ce qui nous vient du Katanga a une odeur de gros sous : pour la seconde fois, la presse occidentale (en l'occurrence le « Daily Telegraph » de Londres) nous annonce qu'une « légion étrangère » de volontaires européens est recrutée à Bruxelles pour combattre les lumumbistes. La solde d'un modeste deuxième classe serait de 1.940 NF... 1.000 volontaires belges, italiens, français, allemands, irlandais et britanniques auraient déjà été recrutés. Bien entendu, le gouvernement belge n'est au courant de rien : il aura appris, par la presse sans doute, que ces mercenaires partaient directement en avion de Belgique pour Elisabethville...

### ESPAGNE

Le « Comité international de Soutien aux antifascistes espagnols » (17, rue de Chaligny, à Paris), a pris la tête d'une protestation internationale de tous les démocrates contre le sort que l'administration américaine s'appareille à faire subir à deux marins espagnols, Juan Perez Valera et Manuel Martín Prieto. Les deux hommes ont quitté, à New-York, leurs bâtiments de guerre franquistes afin d'exprimer ainsi leur opposition au régime actuellement au pouvoir en Espagne.

Loin de leur accorder le droit d'asile qu'ils pourraient normalement attendre du motif politique de leur attitude, les autorités américaines se proposent au contraire de les remettre à la police de Franco, en vertu d'un traité qui remonte à 1903 (comme si le Caudillo n'était pas arrivé entre temps...) et en violation d'une loi de 1952 garantissant les réfugiés politiques contre la déportation vers leur pays d'origine.

Tout pourrait s'arranger si Valera et Prieto étaient au moins admis à bénéficier du droit d'asile mexicain.

### PAYS DE L'ENTENTE

Déception amère de nos gouvernants : les pays de l'Entente refusent d'entrer dans la Communauté renouée. Les présidents des quatre républiques (Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta et Dahomey) s'en tiennent aux décisions prises à Ouagadougou les 5 et 6 janvier 1961 et veulent négocier des accords avec la France « sur un pied d'égalité et de réciprocité », à l'image du traité de coopération Franco-Camerounais.

Ainsi, le Général devra se résigner à reléguer la Communauté au magasin des accessoires. On parle moins de maintenir les Institutions que de sauvegarder un certain esprit communautaire : c'est la Communauté peau de chagrin.

Mais la France ne peut faire naître cet esprit d'entente avec l'Afrique qu'en mettant fin à la guerre d'Algérie et en renouant avec la Guinée. Deux faits le prouvent : le gouvernement du Mali exige l'évacuation des quatre bases militaires que la France entretient sur son territoire — tandis qu'à Ouagadougou, M. Houphouët-Boigny, contraint de donner quelques satisfactions aux aspirations populaires, fait acclamer les présidents Sekou-Touré et Modibo-Keita ; malgré diverses péripéties, la solidarité africaine l'emportera sur les intrigues de M. Foccart, responsable élyséen des affaires de la Communauté et sur les ambitions néo-impérialistes de son patron.

### BRÉSIL

Le 20 janvier 1961, M. Janio Quadros a débarqué à Santos au milieu des acclamations. Cette arrivée triomphale montre qu'avec Fidel le barbu, Janio « à la voix magique » est, en Amérique latine, le seul homme capable de soulever quelque enthousiasme populaire. Mais si être « castriste » a une signification claire, être « quadriste » est encore un acte de foi en un personnage aux intentions mystérieuses.

Avec Quadros, c'est, semble-t-il, la bourgeoisie progressiste et le capitalisme moderne qui s'installent au pouvoir. Le nouveau président voudra sans doute se poser en médiateur entre les Etats-Unis et Cuba ; il s'opposera à toute agression même déguisée contre le régime de Fidel Castro, et demandera aux Cubains de dé-

tendre les liens qui les attachent au monde communiste. En tout état de cause, il représente pour Fidel Castro une chance de rompre l'isolement de Cuba en Amérique latine : Fidel Castro, qui se sait à la fois assuré du soutien des intellectuels et d'une partie des masses, et incapable d'organiser ce soutien en un véritable mouvement révolutionnaire, semble décidé à saisir cette chance et il a salué chaleureusement l'avènement de Janio.

### LAOS

Situation militaire toujours confuse au Laos où le capitaine Cong-Le semble cependant avoir l'initiative des opérations et où l'aide militaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. aux deux camps adverses continue à se faire sentir.

Parallèlement, les efforts pour une solution diplomatique du conflit progressent : le principe de la réunion de la Commission internationale de contrôle semble acquis à Londres comme à Washington.

Il n'en reste pas moins qu'une fois encore les Américains auront mis perdant en appuyant un gouvernement fantoche et en laissant à M. « K » le prestige d'avoir aidé le seul mouvement politique ayant des assises populaires : le Pathet Lao. A l'autre M. « K » de se montrer beau joueur et d'abandonner la partie avant que les Etats-Unis soient complètement plumés. Certes, s'il s'engage dans cette voie, il devra vaincre la mauvaise volonté du Pentagone et des fonctionnaires américains en

Extrême-Orient, et l'aveuglement de l'opinion publique. Mais que pèsent ces obstacles au regard de la menace d'une nouvelle Guerre de Corée ?

### YUGOSLAVIE

Djilas vient d'être libéré. Djilas, c'est l'homme au double visage, c'est le héros qui fut l'adjoint de Tito au cours de la guerre des Partisans de 1941 à 1945, c'est aussi l'homme qui en 1957, dans son livre « La Nouvelle Classe dirigeante », renia les principes fondamentaux du communisme, aux acclamations des sociaux-démocrates occidentaux.

Mais les chances d'un socialisme à la Spaak ou à la Gaitskill sont faibles en Yougoslavie : Djilas n'est donc plus un danger pour le régime de Tito.

### ITALIE

La municipalité de Milan sera constituée par une coalition de démocrates-chrétiens et de socialistes saragatiens et nenniens. Le P.S.I. (Nenni) exulte, tandis que l'évêché de Milan et le Parti Libéral, qui représente le grand patronat, grincent des dents et menacent le Président du Conseil Fanfani (démocrate chrétien) d'une crise ministérielle.

Michel CLAIRET  
Em. et M.-L. TERRAY

La première brochure de la Collection :  
« Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes »  
vient de paraître :

« MARXISME ET PENSÉE SCIENTIFIQUE »

par Laurent Schwartz

Adressez les commandes à : « Analyses et Documents »,  
Marcelle Bérard, 17, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>. C.C.P. 16.437-13 Paris  
L'exemplaire : 1,50 NF (remise par commande groupée de 5 à 30 %).  
Frais de port en sus.

# suite de l'article de Jean Popperen

## PAS DE FAUX-FUYANTS

**C**'EST forts de ces premières conclusions, que nous invitons tout le parti à répondre aux initiatives inspirées par le succès du plébiscite gaulliste et qui, justement, en soulignent — peut-être involontairement — la signification.

Toute la campagne de la propagande officielle depuis deux semaines, toute l'argumentation du camp des « oui », de l'U.N.R. à la S.F.I.O., tend à accréditer l'idée que le problème de la négociation ne se pose plus. Par un extraordinaire tour de passe-passe, d'aucuns prennent argument de ce que la majorité des Français veut la négociation pour conclure que de Gaulle va négocier. De Gaulle ! Dans quelques semaines, la négociation ayant échoué ou n'ayant pas sérieusement commencé, on nous désignerait aisément le coupable, c'est-à-dire « l'autre », le G.P.R.A. Encore une fois, nous n'avons pas ici à plaider la bonne foi de « l'autre » interlocuteur. Ce qui nous concerne, ce qui dépend de nous, c'est l'interlocuteur français. C'est sur lui que nous pouvons quelque chose, c'est sur lui que nous devons agir. Et ce n'est assurément pas servir la cause de la paix que lui fournir des prétextes à retarder l'ouverture de la négociation. Non, la paix n'est pas gagnée ! Non, la négociation n'est pas ouverte ! Non, son ouverture n'est pas conditionnée par l'octroi de garanties préalables du G.P.R.A. ! Que le camp des « oui » justement inquiet des réelles intentions de de Gaulle et des surlendemain du plébiscite cherche à sauver son « oui », c'est son affaire. Qu'il ne compte pas sur nous pour l'y aider. Nous laisserons ces messieurs en bonne compagnie, sur la galère gaulliste. Les sirènes du mauriacisme ne nous séduiront pas.

Mais nous n'avons pas à agir seulement pour nous-mêmes en cette affaire. Nous n'avons pas à nous garder, nous seulement, des sollicitations de la gauche gaulliste. Nous avons à le faire tout en préservant aujourd'hui, tout en renforçant demain les alliances ébauchées dans une période récente. Le prix même que nous attachons à de telles alliances, l'importance décisive qu'elles ont pour un parti qui se veut ouvert et souple comme le nôtre, exige en cette affaire une parfaite franchise dans l'effort commun de clarification.

Pourquoi, par exemple, cacherions-nous les inquiétudes que provoquent, et la méthode, et le texte même de la déclaration du 19 janvier, élaborée par la S.F.I.O., le Parti radical, les indépendants de gauche, l'U.D.T., le C.N.J.A., la C.F.T.C., F.O., la F.E.N. et la Fédération Nationale des Combattants républicains, et à laquelle ont souscrit la Ligue des Droits de l'Homme et la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, mais que n'a pas cru pouvoir accepter l'U.N.E.F.

La méthode d'abord : ce texte a été porté à notre connaissance dans des délais qui en rendaient impossible l'examen par le Bureau national du parti. Au demeurant, on sollicitait seulement notre signature, sans nous laisser la possibilité de proposer des modifications.

Et — ce que les auteurs ne pouvaient ignorer — nous ne pouvions approuver sous sa forme actuelle le texte du 19 janvier. S'agit-il du principe même des garanties dont l'énoncé occupe la plus grande partie de ce texte ? Il n'y a rien là, en soi, qui contredit notre politique des longs temps énoncée. Dès l'automne dernier, par notre « Appel aux travailleurs d'Algérie », nous avons marqué le souci que nous avions du sort des Français de condition modeste qui travaillent, et depuis longtemps vivent en Algérie, nous avions dit que nous saurions, le moment venu, prendre à leur égard nos responsabilités : « Cette transformation inévitable posera des problèmes graves pour vous et il nous appartient de vous aider à les résoudre, dans le respect de vos droits légitimes, de la démocratie et de l'amitié franco-algérienne. » Cet appel a été diffusé dans toute la France, y compris à l'occasion du référendum.

S'agit-il de la « confrontation des intérêts et des parties en présence » ? Là aussi, nous nous sommes expliqués, en particulier dès l'été dernier, dans la lettre à Denis Forestier, secrétaire national du Syndicat des Instituteurs sur les projets dits « de table ronde » (août 1960). Mais ce qui nous gêne, et nous tenons à marquer dès maintenant nos craintes, c'est que le texte du 19 janvier, par son équilibre même, paraisse conçu pour amener aujourd'hui au premier plan cette question des garanties aux minorités : « Elles (les organisations signataires) ne sauraient accepter que leur action pour hâter la négociation soit interprétée comme visant à créer d'autres injustices. »

Pourquoi mettre en préalable ce qui doit justement être un élément, et à nos yeux — nous l'avons dit maintes fois — un élément essentiel de la négociation.

De qui obtenir les « garanties », sinon du F.L.N. lui-même, et comment les obtenir, sinon en négociant avec lui ? Comment espérer une négociation sérieuse si, dès maintenant, du côté français, on pose comme préalable le maintien en Algérie d'une force armée dont les cadres portent la responsabilité de la poursuite de la guerre et de certaines des atrocités qu'elle a engendrées ?

Ce sont les vérités essentielles du moment qu'on ne saurait estomper — la ferme déclaration des Libéraux d'Algérie vient à son heure pour le rappeler et marquer que les partisans de la paix ne se font là-bas aucune illusion sur les durs obstacles qui demeurent. C'est la même conviction qui s'exprime dans la déclaration du S.G.E.N. (C.F.T.C.).

Au train où y vont certains, on se demanderait bientôt qui se bat pour son indépendance, qui est opprimé, quadrillé, parqué dans les camps, qui est en droit d'exiger, après 130 ans, des « garanties » ? Et on finirait par croire surtout que la négociation est acquise, que seule l'intransigeance du F.L.N. en retarde encore l'ouverture.

Nous comprenons très bien les préoccupations d'organisations syndicales qui comptent en Algérie de nombreux militants, parfois courageusement mêlés aux luttes contre la réaction colonialiste. Nous n'ignorons pas non plus qu'au lendemain du plébiscite, une attraction plus forte s'exerce sur certaines organisations qui s'étaient jointes à nous, notamment lors des combats victorieux

de l'automne dernier. Les hésitations de telle ou telle organisation sont celles mêmes des masses qu'elles encadrent et qu'elles représentent. Nos camarades du P.S.U. devront en tenir compte, notamment à l'échelon départemental. Mais c'est précisément, en une telle circonstance, notre affaire de militants socialistes, plus avant engagés dans la lutte politique, de préparer par notre effort d'argumentation et d'explication de nouveaux progrès de l'action unie de tous les partisans de la paix avec l'Algérie. De ce point de vue encore, l'initiative du 19 janvier ne nous paraît guère profitable.

## UN EFFORT D'INVENTION

**N**OUS ne nous lasserons pas de lutter, nous, pour que se rassemblent toutes les énergies disponibles aujourd'hui pour imposer la paix en Algérie, demain pour construire le socialisme. Ce fut notre souci pour le 28 juin comme pour le 27 octobre. Ce fut la justification de notre initiative en faveur d'une prise de position commune pour le référendum. C'est quasiment notre raison d'être. Et nous allons reprendre, puisqu'il le faut sans cesse, cette tâche ingrate d'où peut seule venir à terme la rénovation de la gauche dont parlent beaucoup ceux qui souvent ne la veulent pas vraiment. La « rénovation » de la gauche ne sera le fait ni d'un programme-miracle, ni d'un homme-miracle, ni d'un miracle tout court. Elle se prépare par le long et dur effort pour transformer les conditions politiques de la gauche et aussi, il est vrai, pour adapter la gauche aux données nouvelles de la société française. Mais cette adaptation ne peut se faire en escamotant les réalités profondément enracinées de la gauche traditionnelle. Quand on se pique de réalisme politique, on ne peut d'abord ignorer les deux données toujours vivantes de la politique française, la S.F.I.O. et le P.C.F. Il est vrai qu'il existe d'autres médiations pour atteindre les masses politiques françaises d'aujourd'hui, mais cela ne nous dispense pas de tenir compte de ces médiations traditionnelles. On peut les enterrer sous un article, mais nos camarades dans les quartiers, les villages, les usines, les universités, les syndicats, les H.L.M., les Caisses des Ecoles, etc... les rencontrent. On ne fait pas du neuf en politique comme dans le bâtiment, à coups de bulldozer et en supprimant ce qui gêne. L'effort d'invention n'est pas un effort de soustraction. L'originalité et la difficulté de la tâche entreprise par notre parti, c'est qu'il lui faut inventer, mais tenir compte de l'héritage. Et dans ce pays, l'héritage compte plus qu'aux Etats-Unis ou à Cuba.

Quant à l'urgence de la tâche d'invention qui nous revient, les propositions soumises à la discussion de tout le parti à l'occasion de la préparation de notre premier Congrès National prouvent assez que le Comité politique national en a pleinement conscience. Les campagnes d'action que nous envisageons sur le plan économique et social, l'adaptation de l'organisation du parti à ces formes nouvelles d'action témoignent de notre volonté de porter des coups, dès maintenant, aux structures rétrogrades et oppressives de la société française. Il faut le faire sans tarder, même en cette période de stabilisation provisoire et relative du régime capitaliste et de stabilité politique du système gaulliste. Il faut le faire justement, si on veut arracher les masses au gaullisme, car le référendum a confirmé que les masses ne se déterminent pas à l'égard du régime d'après la seule guerre d'Algérie ; ce n'est pas par hasard que la consolidation du « non » est particulièrement nette dans des régions où le sous-développement économique rend plus aigus les effets de la crise française. Il faut faire cet effort, enfin, pour marquer dès maintenant la pre-

mière esquisse du profond sillon de la solution socialiste à cette crise française. C'est en fonction de cette perspective que notre pratique immédiate doit être vérifiée, nos positions affirmées sans raideur mais sans compromission.

Car il est bien vrai que les états-majors de la gauche traditionnelle ne rêvent que de rééditer de vieilles manœuvres pour aménager la succession du gaullisme.

Alors qu'il s'agit de préparer le rassemblement et d'amorcer le mouvement offensif des forces sociales révolutionnaires, ce n'est qu'émulation pour raccorder les groupements politiques dits « de gauche » et, en fait, le plus souvent conservateurs et hostiles à toute transformation réelle de la société. La S.F.I.O. de Guy Mollet médite, en prolongement de l'opération du 19 janvier, un nouveau programme économique avec les radicaux valoisiers, les indépendants de gauche et, demain sans doute, le M.R.P. — ce qui rappellera les heures exaltantes de la « Troisième Force ».

Mais, sous le mot d'ordre léniant de « rénovation démocratique », les dirigeants du P.C.F. n'ont pas de moindres ambitions. Comme tant de fois dans le passé, et parce qu'ils se refusent à réfléchir aux raisons réelles de leur isolement et à y chercher remède, ils sont prêts, pour en sortir, à se jeter dans de désastreuses compromissions ; et prêts, de surcroît, à nous y traîner avec eux. Ce ne serait servir ni la cause de notre parti, ni celle du socialisme en France que d'accepter de jouer ce rôle. Sans rien compromettre de nos efforts unitaires, il faut l'expliquer fermement aux militants communistes. Et il faut éviter à l'avenir, nous semble-t-il, de cautionner, comme l'ont fait parfois des camarades lors du référendum une campagne commune des communistes avec des personnages notoirement réactionnaires « L'union » n'a pas de vertus par elle-même : tout dépend de l'objet et des partenaires.

Toute autre méthode, toute illusion sur un replâtrage, demain, de la démocratie parlementaire traditionnelle, d'un retour aux majorités sans principes, et en fait, sans programme, n'aurait pour effet que de renouveler la démoralisation des travailleurs, de retarder le tournant des masses à l'encontre du régime, en bref de consolider le régime. Notre intransigeance est ici fondée sur trop d'expérience et d'amère réflexion pour s'infléchir en quelque façon.

**La nouvelle étape nous commande donc de mener solidement ces deux tâches :**

— Raffermer le front des forces de paix en vue d'imposer la négociation immédiate avec le G.P.R.A. Parvenir, grâce à de larges accords — et qui n'ont de valeur que si justement ils sont réellement larges — à exprimer cette exigence par les voies les plus directes et, partout où cela sera possible, par des démonstrations publiques. Ranimer la solidarité active avec les jeunes dressés contre la guerre et avec les victimes de la répression qui s'intensifie de nouveau en Algérie.

— Préparer à la faveur de la discussion démocratique précédant le Congrès le lancement de campagnes d'action ; mais le faire dès maintenant avec une conception ouverte, c'est-à-dire en y associant, notamment à l'échelon départemental, toutes les compétences et toutes les volontés prêtes à appuyer nos initiatives.

A ces conditions, le P.S.U. gagnera en rayonnement, en clairvoyance, en efficacité.

Cf. Tribune Socialiste, n° 30, du 3 décembre 1960, Page 8 : « APPEL AUX TRAVAILLEURS D'ALGERIE »

## LA COMMUNE DE 1871

par Jean BRUHAT, Jean DAUTRY, Émile TERSEN

avec la collaboration de Jeanne GAILLARD

(Editions Sociales, un volume de 418 pages - format 22 x 28 - 40 NF.)

Il est assez rare de trouver une anthologie si précise sur un sujet aussi vaste, quant à son contexte, que l'histoire de la Commune.

Remontant aux sources de l'Empire, analysant la progression des mouvements ouvriers, l'antagonisme entre la petite bourgeoisie montagnarde et les féodalités de l'aristocratie capitaliste, l'ouvrage débute avec les barricades de juin 1848. La masse électorale paysanne, garde prétorienne de l'époque, investit Louis Napoléon tandis que se dissipe l'esprit révolutionnaire de la démocratie républicaine. Basé sur un tryptique caractéristique, du Château, de l'Usine et de la Banque, le second Empire, avec l'opportuniste bénédiction de l'Eglise, s'enfoncé dans une fausse prospérité, tandis que cette période de transition suscite la progression du socialisme. Après Sedan et la proclamation de la République, le prolétariat tente de s'affranchir des oligarchies financières.

Les auteurs s'attachent à disséquer cette forme primitive de gouvernement socialiste qu'est la Commune du 28 mars 1871. Les clubs, les chambres syndicales, la politique religieuse, les mouvements populaires de province, la solidarité de la classe ouvrière internationale, l'œuvre multiple des Communards, la Semaine Sanglante, la répression et ses séquences, sont autant de pièces d'une anatomie révolutionnaire pertinemment expliquée.

Une importante documentation illustrée

complète la sobriété dialectique qui n'a rien à envier à la richesse d'évocation d'un Lissagaray, par exemple. Plusieurs centaines de reproductions, caricatures, imagerie populaire, affiches, journaux, imprimés, autographes, nous offrent une perception concrète de l'événement. Daumier, Gill, Steinlen, Manet, bien d'autres encore abondent en témoignages acérés, mais directs. Des fac-similés de quotidiens : le Cri du Peuple, la Montagne, le Bonnet Rouge, le Père Duchêne... des affiches, des proclamations alternent avec des portraits où l'on retrouve notamment les protagonistes de l'histoire revendicatrice : Blanqui, Camélinat, Delescluze, Rossel, Vallès, Proudhon, Marx Guesde, Engels, Raspail.

D'importantes notes biographiques sur les élus, militants et combattants, le manuscrit des « Cillettes rouges » de Louise Michel, celui de l'Internationale ou l'article de Jaurès sur l'anniversaire de la Commune font de ce livre d'art, plus qu'un memento de l'étudiant en socialisme, un véritable livre de noblesse du prolétariat français.

L'idéologie des auteurs, plus rigide que la nôtre, les incite en conclusion à monopoliser l'héritage de nos aînés. Malgré cette déformation, la source étant commune, les textes conservent leur intégrité historique. Une excellente pièce d'archives pour bibliomane militant.

Charles TICKES.

# Cuba an II : UNE REVOL

La Révolution Cubaine a fêté le 1er janvier 1961 le deuxième anniversaire de sa victoire sur le dictateur Batista. Elle est donc encore très jeune et pourtant elle a déjà fait retentir le monde entier des ses éclats. Honnie comme « communiste » par tout le capitalisme international, elle divise les mouvements de gauche en opposant les admirateurs fervents de Castro et de son œuvre à ceux qui le considèrent comme un excité dangereux. La discussion sur Cuba a, en général, deux caractères : elle est quasi-religieuse, le « Héros » a ses fidèles et ses détracteurs et, d'autre part, elle porte principalement sur la personnalité de Castro. Ce sont ces deux caractères que nous voudrions écarter, pour procéder à une analyse précise des problèmes cubains et des conditions de la lutte révolutionnaire et pour mettre en lumière les forces objectives, qui, beaucoup plus que les caractères individuels des dirigeants, ont contribué à mener la Révolution Cubaine au stade qu'elle a aujourd'hui atteint. De fait, tous les observateurs de bonne foi conviennent que la Révolution cubaine est une révolution empirique et pragmatique, dont les chefs n'ont pas d'idéologie très précise. Ce sont la force des choses et l'intervention des masses qui ont amené la révolution à se radicaliser, beaucoup plus qu'une volonté délibérée des dirigeants : c'est donc à ce niveau qu'il faut porter l'analyse.

## Misère généralisée et problème agraire

NOUS retrouvons à Cuba les traits caractéristiques de toute l'Amérique Latine.

1,5 % des propriétaires possédaient 46 % des terres, 6,5 % de propriétaires moins importants détenaient encore 29 % des terres, tandis que 70.000 exploitations n'atteignaient pas 9 hectares chacune, et que 700.000 paysans n'avaient aucune terre et travaillaient comme journaliers. Cuba comptait en 1958 33,5 d'illettrés.

Sur une population active de 2.200.000 personnes, 361.000 étaient en chômage. 500.000 travailleurs du sucre étaient sous-employés et ne travaillaient en fait que pendant les trois mois de la récolte. Enfin en 1957, sur 1.500.000 Cubains ayant des emplois permanents, 1 million ont gagné moins de 75 dollars par mois.

La canne à sucre représente 65 % du revenu national de Cuba et 80 % de ses exportations. Les exploitations de canne à sucre sont soit d'immenses plantations appartenant à des compagnies de raffinage (6 grandes compagnies contrôlaient 1 million d'hectares de canne soit 50 % de la surface en canne), soit de petites propriétés; mais celles-ci étaient en fait contrôlées également par les compagnies; car après la récolte, le producteur doit apporter et vendre ses tiges à l'une des 161 centrales de raffinage qui existent à Cuba et qui étaient toutes aux mains des compagnies ou des grands planteurs locaux.

## L'impérialisme américain

L'Amérique absorbait 58 % des exportations de Cuba et fournit à Cuba 71 % de ses importations. En particulier, Cuba vendait chaque année aux U.S.A. 3,1 millions de tonnes de sucre sur une production totale de 5,8 millions de tonnes.

Les six grandes compagnies évoquées plus haut étaient américaines; parmi elles, l'American Sugar Refining possédait 220.000 hectares, l'Atlantica del Golfo 116.000 hectares, les Américains détenaient 46 des 161 raffineries de sucre, dont les plus importantes; au total, 40 % de la production sucrière — soit une valeur annuelle de 600 millions de dollars — étaient aux mains des firmes américaines. Mais on rencontrait ces firmes dans d'autres secteurs de l'agriculture : l'élevage (Groupe Rionda), la production fruitière (United Fruit). On les rencontrait aussi dans l'industrie. Il y a 850 millions de dollars d'investissements fixes nord-américains à Cuba. Les Américains contrôlaient notamment l'industrie hôtelière, une partie des raffineries de pétrole avec Esso et Texas Oil, le reste appartenant à la Shell, 50 % des industries de transformation, et surtout les services publics : 90 % de l'énergie électrique produite à Cuba étaient dus à l'American and Foreign Power (272 millions de dollars investis), les postes étaient gérés par l'International Telephone and Telegraph (115 millions de dollars investis).

## L'insurrection

L'initiative de la révolution revient, à Cuba, à la bourgeoisie universitaire et libérale, soucieuse avant tout de démocratie formelle et d'indépendance nationale. Castro et ses camarades de 1956 sont issus de familles souvent riches. Mais la structure mi-agraire mi-urbaine du pays divisa l'insurrection en deux fronts bien différents. Sur le front urbain, la lutte fut menée presque exclusivement par la bourgeoisie, qui conserva ses objectifs initiaux. La classe ouvrière, les syndicats et le P.C. cubain n'intervinrent que dans les derniers jours de la bataille.

Sur le front, la lutte s'ouvrit avec le débarquement de Castro, de Guevara, de Raul Castro et de 80 de leurs camarades en décembre 1956. Ce petit

groupe comprit qu'aucun succès n'était imaginable sans l'appui paysan, et que cet appui ne serait obtenu que par la réforme agraire. Ainsi, lorsque Fidel Castro entra à La Havane le 1er janvier 1959, deux tendances se dessinaient déjà dans la révolution : une tendance bourgeoise, libérale et nationaliste, et une tendance plus radicale, plus consciente de l'urgence de la réforme agraire, mais qui, même sur ce point, n'avait pas encore une claire conscience de ses objectifs et de ses méthodes.

Pendant ses premiers mois, la révolution cubaine a été une révolution bourgeoise. Un grand bourgeois, Manuel Urrutia, s'installe à la présidence; le gouvernement promet d'organiser à brève échéance des élections parlementaires. Dans l'ordre économique, les premières mesures prises sont des mesures d'assainissement : suppression des milliers de sinécures créées par Batista pour ses partisans, restitution des fortunes mal acquises, confiscation des domaines détenus par le dictateur et ses amis, baisse autoritaire de 30 à 50 % sur les loyers, réduction de 30 % des importations afin de rétablir l'équilibre de la balance commerciale, prohibition de l'importation des produits de luxe (télévisions, boissons alcoolisées, etc.). En face des capitaux et entreprises étrangères, l'attitude de Castro est, au départ, modérée : après vérification de ses livres de comptes, le gouvernement oblige l'American and Foreign Power à réduire ses tarifs d'énergie électrique de 30 % et à développer son service dans les campagnes. De même l'International Telegraph and Telephone doit baisser ses prix et améliorer son service. De même le gouvernement institue un impôt de 5 % sur la valeur des minerais extraits de Cuba, auquel s'ajoute un impôt de 25 % lorsque ces minerais sont exportés, mais il n'est pas question encore de nationalisation. C'est dans le domaine politique et, à l'intérieur de ce domaine, dans la pratique qu'apparaissent les premiers éléments socialistes. D'abord, à ceux qui espéraient qu'après quelques réformes la vie reprendrait son cours passé, la révolution cubaine répond par l'institution de Tribunaux révolutionnaires qui condamnent et font exécuter environ 200 tortionnaires notoires et criminels de guerre du régime de Batista. Pour indulgente qu'ait été cette épuration — rappelons aux âmes tendres de la presse bourgeoise qu'en 1957 Batista et ses hommes massacrèrent plus



Fidel CASTRO à l'O.N.U., avec lui, le ministre de l'Economie cubaine, Raul ROA. (A.F.P.)

« Il ne peut y avoir révolution que là où il y a conscience. » (Jean Jaurès)

de 20.000 personnes, soit 100 fois plus, sans soulever d'indignation particulière dans le « monde libre » — elle creusa cependant un fossé entre le passé et l'avenir. D'autre part et surtout, l'armée régulière qui avait jusqu'au bout combattu pour Batista fut dissoute et remplacée par l'armée rebelle. Cette dissolution renforce considérablement le nouveau pouvoir, en le protégeant d'une contre-révolution venue de l'intérieur. En Bolivie, l'armée a toléré la révolution de 1952, au Venezuela, c'est l'armée qui a chassé Perez Jimenez; mais dans les deux cas l'armée s'est maintenue, est restée profondément conservatrice et constitue une menace permanente contre toute entreprise révolutionnaire hardie. Rien de tel à Cuba, où la révolution s'est accomplie contre l'armée et a entraîné sa disparition et son remplacement par une armée vraiment populaire.

## La réforme agraire du 18 Mai 1959

Nous retrouvons le même mélange d'aspects bourgeois et d'aspects socialistes dans le texte de la loi de réforme agraire. Les principales dispositions de cette loi sont les suivantes :

a) Terres louées par les propriétaires aux métayers et colons : elles sont expropriées lorsque la surface louée est inférieure à 67 hectares, c'est-à-dire lorsqu'elle ne permet pas au métayer à la fois de payer son loyer et d'assurer sa subsistance;

b) Terres exploitées directement : tous les domaines supérieurs à 400 hectares sont expropriés, sauf si

les rendements sont supérieurs de 50 % à la moyenne nationale; en ce cas, ils ne peuvent dépasser la limite de 1.340 hectares (articles 1 et 2);

c) Sont expropriées : toutes les terres appartenant aux personnes physiques ou morales — qui sont propriétaires des raffineries de sucre (article 13). Sont également expropriées toutes les terres appartenant à des personnes ou compagnies étrangères (article 15);

d) La loi prévoit une indemnité aux propriétaires expropriés, sous la forme de bons d'Etat rachetables à 20 ans portant intérêt annuel de 4,5 % (article 31);

e) Les journaliers métayers et colons reçoivent gratuitement 27 hectares de terre par famille (les petits propriétaires recevant gratuitement la surface nécessaire pour porter leur domaine à cette étendue) [article 17].

Les terres ainsi distribuées ne peuvent être aliénées qu'à d'autres paysans ou à l'Etat, elles ne peuvent faire l'objet de contrats de fermage, de métayage ou d'hypothèques — ceci pour empêcher la reconstitution d'un capitalisme agraire — elles ne peuvent être transmises qu'à un seul héritier — ceci afin de prévenir un morcellement excessif (articles 33 à 36);

f) Enfin la loi prévoit l'organisation de la nouvelle agriculture : au sommet, l'Institut National de la Réforme Agraire (I.N.R.A.) dirige le partage des terres et préside à l'organisation et à la gestion des coopératives dont il nomme les administrateurs. L'I.N.R.A. prend également en charge la totalité du crédit agricole; enfin, il établit des Centres d'aide de l'Etat, doté de silos, de transports, de machines agricoles, d'écoles, de maternités, de salles de loisirs, etc., intermédiaires entre les communes chinoises et les anciennes stations de machines et tracteurs soviétiques.

Que penser de ce texte ? Certaines de ses dispositions sont très radicales. Mais la disposition qui exproprie étrangers et propriétaires de raffineries pouvait aisément être tournée à l'aide de prête-noms pour peu que l'administration se montre complaisante; la loi reste très vague sur les coopératives. Au total, si on la considère au niveau de sa formulation juridique, la réforme agraire cubaine est ambiguë, elle oscille entre une réforme « bourgeoise » de type vénézuélien et une réforme collectiviste : sans doute accomplit-elle une vaste redistribution des terres. Sans doute étatisé-t-elle la gestion de l'agriculture, mais la propriété reste privée; des inégalités importantes (de 1 à 8 en moyenne) peuvent subsister entre les domaines; enfin les raffineries, ces bastions du capitalisme agraire, échappent à la réforme. Bref, tout allait dépendre de l'application, de la rigueur avec laquelle l'I.N.R.A. veillerait au partage des terres, de l'orientation qui serait donnée à la gestion des coopératives. Or nous allons voir que sous la pression du péril extérieur, la mise en œuvre de la réforme agraire va, comme toute la révolution cubaine, s'engager dans une voie résolument socialiste.

## La guerre économique américano-cubaine

Le cycle des mesures restrictives américaines et des représailles cubaines a été largement décrit et commenté par la presse : à la réduction, puis à la suppression totale, des importations américaines de sucre cubain, au refus des raffineries américaines de traiter le pétrole soviétique acheté par le gouvernement de La Havane, aux pressions exercées par les U.S.A. pour empêcher les pays d'Europe Occidentale de vendre des armes à Cuba, au sabotage du cargo « La Coubre », aux manœuvres du Département d'Etat pour faire condamner Cuba par la Conférence interaméricaine de San José, au soutien accordé par Washington aux commandos d'émigrés cubains qui, partant des bases de Floride, vont multiplier les attentats terroristes à Cuba, enfin à la rupture totale des relations économiques et diplomatiques entre les U.S.A. et Cuba, le gouvernement Castro a riposté par la nationalisation complète, par tranches successives, de tous les biens américains à Cuba. Sans retracer en détail les étapes de la bataille, il importe de marquer plusieurs points afin de fixer les responsabilités.

a) L'administration Eisenhower a soutenu le gouvernement Batista jusqu'à ses derniers instants. L'armée du dictateur a reçu d'Amérique les armes qu'elle a tournées vers les insurgés; ce sont des munitions venues d'Amérique qui, jusqu'à la fin de 1958, ont alimenté ces armes. Dès les premières semaines qui ont suivi la victoire de l'insurrection, les journaux de la presse Hearst ont entamé une violente campagne contre le nouveau régime cubain, accusé de communisme avant qu'il ait pris quelque décision que ce soit;

b) A l'origine, la politique économique du gouvernement cubain avait pour objectif exclusif le rétablissement de l'indépendance économique de Cuba. Nous l'avons dit, les premières mesures décidées par La Havane avaient pour but d'obliger les sociétés américaines à réinvestir leurs bénéfices à Cuba; aucune nationalisation n'était prévue dans le secteur industriel et commercial. En ce qui concerne les sociétés sucrières touchées par la réforme agraire, les Américains protestèrent contre la maigreur des indemnités promises par le gouvernement cubain — mais ces indemnités avaient été calculées sur la

# EVOLUTION ADULTE

base des impôts payés par ces sociétés à l'administration financière cubaine. En ce qui concerne les relations commerciales, deux remarques s'imposent : Plus de la moitié du commerce cubain se faisait avec les U.S.A.; pour accéder à l'indépendance économique, Cuba devait élargir le cercle de ses partenaires afin de ne plus dépendre d'un seul fournisseur; d'autre part, le déficit de la balance des comptes contraignait le gouvernement Castro à réduire les importations payables en dollars, afin de n'avoir plus recours comme le régime Batista à des crédits américains pour payer les marchandises américaines, ce qui est le dernier degré de la sujétion économique ! C'est à ces exigences qu'obéit le gouvernement Castro lorsque, après avoir vainement sollicité les pays d'Europe Occidentale, il décida d'augmenter ses échanges avec le monde communiste.

C'est précisément cette politique d'indépendance économique que les U.S.A. n'ont pas voulu admettre. A la vérité, il fallait une bonne dose d'idéalisme pour espérer que les grandes puissances économiques américaines — et l'administration républicaine qui est spécialement perméable à leurs pressions — accepteraient avec le sourire de renoncer à l'empire absolu qu'elles exerçaient sur l'économie cubaine. Une nation capitaliste et impérialiste ne renonce à des intérêts, même locaux, que lorsqu'une lutte pour leur défense risque d'entraîner la perte d'intérêts plus importants.

Pour contraindre les USA à abandonner leur emprise coloniale sur Cuba, il n'y avait qu'une solution : élargir le conflit, afin de placer les U.S.A. devant l'alternative suivante, ou bien persévérer dans leur obstination colonialiste et risquer alors une crise internationale grave, ou bien renoncer. C'est bien cette politique qui a été menée par Fidel Castro.

c). C'est l'administration républicaine qui porte la responsabilité du rapprochement soviéto-cubain. En décidant le blocus économique, les U.S.A. ont acculé Cuba à choisir entre la capitulation, l'asphyxie ou l'aide soviétique. Cuba vit de son sucre; refuser d'acheter ce sucre, c'était étrangler l'économie cubaine et réduire la population de l'île à la famine devant cette menace, les dirigeants cubains ont cherché du secours et n'en ont trouvé qu'auprès du monde communiste. En 1960, les achats massifs de sucre cubain par l'U.R.S.S., la Chine et les démocraties populaires ont littéralement sauvé l'économie cubaine en péril de mort.

Entre les U.S.A. qui cherchent à étouffer la révolution, et l'U.R.S.S. qui a permis à cette révolution de survivre, il est bien difficile d'exiger du gouvernement cubain qu'il tienne la balance égale. C'est l'hostilité active des USA qui a contraint la révolution à se radicaliser et le gouvernement cubain à se rapprocher du bloc communiste.

## Accélération de la réforme agraire et collectivisation des industries

L'application de la réforme agraire a subi les contre-coups de la transformation du climat politique; elle a été accélérée et rigoureuse. En un an, 1 million d'hectares de grandes propriétés cubaines ont été expropriés et partagés; 800 coopératives se sont établies sur les terres ainsi récupérées. D'autre part, 1,3 million d'hectares appartenant à des étrangers ou à des propriétaires de raffineries ont été placés sous séquestre et sont en cours de partage. Les terres distribuées constituent donc le quart de la surface utilisable, et les deux tiers de la surface fertile. Les coopératives, qui rassemblent de 120 à 150 familles sur une surface qui va de 1.400 à 1.800 hectares en moyenne, ont une existence réelle : l'INRA continue de contrôler leur gestion, mais il est prévu que les présidents et administrateurs seront élus et révocables. **Sur le plan social, la réforme est donc un succès.** Elle l'est également sur le plan économique : la production agricole a augmenté, et Cuba est le seul pays au monde qui ait réussi à accroître sa production agricole l'année même de la réforme agraire; partout ailleurs, les lois agraires étaient suivies d'un recul plus ou moins important de la production pendant les premiers temps. Cette production s'est diversifiée; en replanifiant fréquemment de jeunes cannes, on peut accroître considérablement les rendements: ce conseil de René Dumont à Fidel Castro a été suivi, ce qui a permis, sans diminuer la production sucrière, de libérer de larges surfaces pour les cultures vivrières. Il fallait d'autre part augmenter le nombre des journées de travail annuelles des ouvriers du sucre, qui n'étaient occupés que 100 jours par an environ; ce résultat a été obtenu en obligeant les coopératives à pratiquer en même temps la culture et l'élevage qui étaient entièrement séparés avant la réforme. Enfin, la nationalisation des biens américains a entraîné la saisie de 46 raffineries de sucre, qui se sont ajoutées aux 12 raffineries confisquées aux partisans de Batista. L'Etat Cubain, devenu ainsi propriétaire de 58 raffineries, dont les plus importantes, sur 161, contrôle et écoule 50 % de la récolte annuelle. Cette nationalisation lève le dernier obstacle important à la socialisation de l'agriculture; et une nouvelle étape va maintenant être franchie avec la constitution, à côté des coopératives, de fermes d'Etat de 27.000 à 40.000 hectares qui se consacreront à l'élevage.

La nationalisation des biens américains a également remis entre les mains de l'Etat l'ensemble des services publics et les entreprises les plus importantes de Cuba. Cette nationalisation a fait accomplir

un pas décisif à la Révolution cubaine; en effet, l'Etat contrôle désormais la plus grande partie de l'économie du pays, ce qui va lui permettre de mettre en œuvre une planification efficace, condition nécessaire d'un développement rapide.

## Tribunaux révolutionnaires et milices populaires

Les progrès du collectivisme sur le plan économique se sont accompagnés d'un durcissement de la politique intérieure du gouvernement Castro. Les élections prévues ont été renvoyées sine die, le président Urrutia a été écarté. Il n'existe que deux partis : le Mouvement du 26 juillet, parti de Fidel Castro, qui se confond largement avec l'appareil d'Etat, et le Parti communiste. L'ensemble des moyens d'information est contrôlé par l'Etat ou par ces partis. Les tribunaux révolutionnaires ont été rétablis; enfin, pour faire face à toute menace d'invasion, les paysans se sont constitués en milices populaires armées; ces milices comptent actuelle-



Deuxième anniversaire de la Révolution. Au défilé de La Havane : un détachement féminin de la Milice populaire nationale (Keystone)

ment plus de 400.000 hommes. Ainsi, la démocratie bourgeoise à peine restaurée a cédé la place à une authentique dictature du prolétariat. On peut sans doute regretter que les progrès de la démocratie économique coïncident avec un recul de la liberté politique au sens occidental du terme.

Mais les libertés essentielles en Occident — presse, association, etc. — n'ont guère de sens pour les masses paysannes, encore misérables et illettrées. La démocratie politique peut avoir d'autres expressions que celles auxquelles nous sommes attachés dans nos pays développés.

Quelles sont les raisons objectives de cette évolution du régime cubain ? La première est encore l'aggravation de la menace américaine; toutes les révolutions menacées d'agression étrangère se sont raidies; il suffit de rappeler les périodes de Terreur consécutives aux invasions de 1792 et 1793 en France, et le Communisme de guerre en U.R.S.S.

Le péril extérieur a donc provoqué directement le durcissement. Mais il l'a aussi provoqué indirectement. Nous avons vu qu'il avait entraîné un tournant de la Révolution Cubaine vers le Collectivisme; or ce tournant à son tour a entraîné de profonds changements dans la composition sociale des forces qui appuient le régime. A ses débuts, la Révolution cubaine, nous l'avons dit, reposait sur l'alliance entre la paysannerie et la bourgeoisie libérale, démocrate et nationaliste. La paysannerie fut définitivement attachée à la Révolution par la réforme agraire, et elle constitue sans doute le soutien le plus solide du régime. En revanche, la bourgeoisie libérale, dont l'Eglise est un bon représentant, refusa d'accepter la transformation collectiviste. Elle aurait sans doute admis de lentes et prudentes réformes de structure, mais elle ne pouvait ratifier l'ajournement de la démocratie formelle, la socialisation de l'agriculture et l'étatisation d'industrie — toutes mesures qui aboutissaient à l'écartier définitivement du pouvoir. La rupture devint inévitable au cours de l'été 1960; elle se traduisit par des émigrations massives et des embryons de complots où furent impliqués des médecins, des avocats, des professeurs de l'Université, et un certain nombre de dirigeants du régime qui avaient appartenu à l'aile citadine de l'insurrection contre Batista. Arrestations et procès se multiplièrent contre cette tendance, et la rupture paraît définitive.

Elle pose à Cuba des problèmes graves; il faudra d'abord remplacer les techniciens et cadres qui fuient la Révolution et se réfugient aux Etats-Unis ou en Amérique Centrale. Mais il y a une difficulté plus sérieuse encore: la population de Cuba est à 55 % urbaine; le gouvernement ne peut donc trouver de stabilité que s'il s'appuie sur une partie au moins de la population urbaine. Cet appui qu'il trouvait auprès de la bourgeoisie libérale il est contraint de le rechercher maintenant auprès de la classe ouvrière. Or, le Mouvement du 26 juillet est peu implanté parmi les travailleurs des villes; le Gouvernement, pour opérer la relève de la bourgeoisie libérale défaillante par la classe ouvrière, a donc dû passer par l'intermédiaire du P.C. Cubain (Parti Socialiste Populaire), seul capable de rallier au régime une fraction importante de cette classe. Ainsi s'expli-

quent les multiples concessions faites par le régime à un parti qui n'a pris aucune part à la victoire de l'insurrection.

Ce n'est donc pas l'U.R.S.S., c'est l'évolution du régime qui a imposé le rapprochement de Castro et du P.C. cubain. Ce rapprochement se présente comme un contrat tacite : le P.C. soutient inconditionnellement le régime; en échange Castro et le gouvernement acceptent et appuient la conquête de la classe ouvrière par le P.C. Signalons d'abord la fusion des Jeunesses communistes avec les Jeunesses castristes au mois d'octobre; signalons surtout les progrès des communistes à l'intérieur de la Confédération des Travailleurs Cubains (C.T.C.). Cette organisation était tenue par des cadres anticommunistes, aussi assistons-nous depuis trois mois à leur remplacement accéléré par des communistes ou des sympathisants : le secrétaire général David Salvador cède la place au communiste Jesus Soto, ces jours-ci le secrétaire de la Fédération de l'Electricité Fidel Iglesias et le secrétaire du Syndicat de l'Electricité de La Havane Amaury Friginals sont révoqués, etc.; mais cet accroissement du rôle joué par les communistes à la C.T.C., souligné avec complaisance par la presse bourgeoise, ne s'est accompagné d'aucune participation communiste au gouvernement, qui reste entre les mains de Castro et de ses amis.

## L'avenir de la révolution cubaine

L'avenir de la révolution cubaine dépend de deux facteurs :

### 1° L'EVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE CUBA ET LE RESTE DE L'AMERIQUE LATINE.

Tous les observateurs ont remarqué l'immense popularité de la révolution cubaine parmi les masses sud-américaines. Etudiants, intellectuels, paysans du Mexique, du Venezuela et du Brésil, en particulier, ont le regard fixé sur Cuba. Mais cet enthousiasme populaire n'a pas encore donné naissance à un mouvement organisé capable de contraindre les gouvernements locaux à soutenir la révolution cubaine. Les démocrates bourgeois qui sont au pouvoir dans ces pays ne voient pas sans inquiétude la radicalisation et les succès de la Révolution, qui met en lumière leur propre timidité et leurs propres insuffisances. Tandis que les Américains leur promettent une aide économique accrue s'ils abandonnent Cuba, et les menacent de représailles économiques en cas contraire, les masses exercent une pression encore informe mais déjà puissante en faveur du régime cubain : partagés entre ces forces antagonistes, les gouvernements démocrates bourgeois hésitent, tentent à la fois de freiner Fidel Castro et d'apaiser les U.S.A., bref se refusent à prendre parti et à choisir entre l'agneau et le loup, entre le colonisé et le colonialiste. Cette attitude a contribué à isoler Cuba, et à pousser le régime cubain vers le bloc soviétique : seule une intervention résolue et organisée des masses pourrait la modifier.

### 2° L'EVOLUTION DES RAPPORTS EST-OUEST.

Le sort de Cuba dépend de l'attitude qu'adoptera le Président Kennedy en face des problèmes de la détente. En effet, il est peu probable que l'U.R.S.S. accepte de risquer une guerre mondiale pour sauver la révolution cubaine. Si les U.S.A. décident d'intervenir militairement à Cuba, l'invasion sera l'œuvre d'émigrés cubains, de mercenaires guatémalèques et porto-ricains équipés d'armes américaines; mais l'uniforme américain n'apparaîtra pas, et l'U.R.S.S. n'aura aucun prétexte pour intervenir. De plus M. «K» a convenu que sa menace de bombarder les U.S.A. en cas d'agression contre Cuba avait un caractère « symbolique ». Enfin, il est probable qu'au cours de l'année 1961, l'U.R.S.S. tentera de recommencer avec M. Kennedy la politique de coexistence pacifique que « l'affaire de l'U-2 » avait fait avorter. Les sujets de discorde passeront donc à l'arrière-plan. Déjà il semble que M. Guevara, président de la Banque Nationale Cubaine ait reçu des conseils de prudence de la part des dirigeants soviétiques pendant son séjour du mois de décembre en U.R.S.S. Au total l'U.R.S.S. s'en tiendra sans doute à une aide économique.

Dans ces conditions, l'initiative et la décision appartiennent à M. Kennedy. Il peut, soit s'en tenir au statu quo — avec les dangers d'explosion que comporte le prolongement d'un état de tension aussi aiguë —, soit décider une intervention militaire qui risquerait d'avoir de graves répercussions sur le prestige américain en Amérique Latine et dans les pays du bloc neutraliste —, soit imposer une « révision déchirante » de la politique américaine envers Cuba, renouer les liens économiques et diplomatiques avec le régime révolutionnaire, en acceptant définitivement les mesures prises par ce régime contre les puissances économiques américaines, au risque de voir toute l'Amérique Latine suivre alors sur ce point l'exemple cubain. Cette dernière solution serait celle de la sagesse. Mais on peut se demander si la structure capitaliste de la société américaine permet qu'elle soit adoptée, si M. Kennedy sera assez fort pour résister aux pressions conjuguées d'intérêts très puissants et d'une opinion publique excitée jour après jour par les journaux et les hommes politiques dévoués à ces intérêts.

# SECTIONS ET FÉDÉRATIONS

## ATTENTION

### A L'ESCROC !

Nous rappelons à tous nos camarades qu'ils ne doivent, en aucun cas, accorder crédit à quiconque se présenterait comme membre du Parti et qui en profiterait pour solliciter un prêt, de quelque nature que ce soit. Un escroc — que nous avons dénoncé il y a plusieurs semaines déjà — a fait de nouvelles victimes en Pyrénées-Orientales, abusant de la bonté de nos camarades et de leur sens de la solidarité. Soyez bons, mais attention, ne soyez pas dupes.

## EURE

L'activité de la section de Vernon dans ces derniers mois et sa campagne très ferme sur le problème algérien, ainsi que l'intense effort déployé par les militants pour le référendum dans cette ville de 18.000 habitants (700 affiches, 8.000 tracts) ont permis à Vernon de se placer en tête pour le gain des « non » de toutes les villes du département. Le travail des militants a permis que la perte des « oui » de 6.173 à 5.650 ne se reporte pas comme dans beaucoup d'endroits exclusivement sur les abstentions, mais aille dans une assez grande proportion au « non » de 1.451 à 1.701.

La section de Vernon organise le

JEUDI 9 FEVRIER

à la salle de dessin, rue des Ecuries-des-Gardes.

### UNE REUNION PUBLIQUE

avec Pierre VIDAL-NAQUET, secrétaire du Comité Maurice Audin et Daniel MAYER, membre du Comité politique du P.S.U.

## LOIRE

### Une Section à St-Jean-Bonnefonds

Une réunion publique a eu lieu le mardi 3 janvier 1961. Une trentaine de personnes assistaient aux débats. Marc Coste, secrétaire de la Fédération, a précisé ce qu'était le P.S.U. et sa position en face des problèmes actuels, en particulier celui du référendum.

Un échange de vues a conduit les assistants à désirer mieux connaître notre parti afin de permettre un regroupement des gens de la commune qui, déçus par les prises de positions de certains leaders, avaient cessé toutes activités au sein des organisations socialistes.

Une deuxième réunion a été organisée le 14 janvier et une nouvelle section vient de naître avec, au départ, une dizaine de militants bien décidés.

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04

Semaine du 25 au 31 Janvier

### TIREZ SUR LE PIANISTE

un film de François Truffaut avec Charles AZNAVOUR

### LES MARINES

UN COURT METRAGE DE F. REICHENBACH

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien ..... 30 NF

Un an ..... 19 NF

6 mois ..... 10 NF

3 mois ..... 5 NF

54, bd Garibaldi - PARIS (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 58-26-65

## SEINE

### Les adhésions de Clichy

Trois conseillers municipaux de Clichy, les camarades Boissou, Jegaden et Mattel viennent d'adhérer au P.S.U. en même temps que plusieurs de leurs amis. Anciens militants de la S.F.I.O., ils faisaient partie jusque là de la section socialiste indépendante qui s'était constituée à Clichy en juillet 1959. Outre les raisons profondes qui les ont poussés à rallier notre parti, ils ont déclaré que leur décision avait été accélérée par le spectacle du dynamisme manifesté sur le plan local par la section de Clichy, et, tout particulièrement, par ses éléments les plus jeunes, adhérents des J.S.U.

### CERCLE GERMINAL

Réunion mardi 31 janvier à 20 h. 45, salle du Foyer des Arts et Métiers, 9 bis, Avenue d'Iéna (métro Iéna).

BLOUSONS NOIRS,

BLOUSONS DORES

avec le Dr Serge LEBOVICI

## SEINE-ET-OISE

Pour l'ensemble de la campagne « Référendum » dans le département, vive activité du P.S.U. et du P.C. Notre parti a tenu 32 réunions publiques, dont certaines ont été organisées en commun avec d'autres organisations. Un très important matériel a été utilisé, fourni par le National ou édité par la Fédération. Toutes les sections ont participé au financement de la campagne en versant 2 NF par adhérent. Les rapports avec le P.C. n'ont donné lieu à aucun incident, ceux-ci n'ayant été pris qu'à l'échelon des sections seulement. En matière de réunions publiques, celles organisées par les partisans du « oui » ont été extrêmement rares. La S.F.I.O., notamment, n'en a organisé aucune, dans l'ensemble ce parti ne s'est manifesté que fort mollement. Côté organisations syndicales : campagne de la C.G.T.; pas de manifestations F.O. et C.F.T.C.; participation assez bonne des syndicalistes de l'Enseignement à titre individuel.

En définitive, la mobilisation de la Fédération du P.S.U. a été satisfaisante et cette campagne a été une excellente occasion de faire encore mieux connaître le parti dans le département.

## OU EN EST LA SOUSCRIPTION ?

Nous avons reçu des envois dont certains sont émouvants.

La souscription a jusqu'ici rapporté un peu plus de 5.000 NF. (500.000 anciens francs).

Les engagements contractés apporteraient dans l'année 20.000 NF. (2 millions d'anciens francs). C'est insuffisant. Nous avons besoin d'au moins 60.000 NF.

Pourquoi les sections et les fédérations qui en ont la possibilité en s'engageraient-elles pas à nous aider ?

Nous comptons sur tous ceux qui le peuvent.

Merci à tous.

LE BUREAU NATIONAL.

## PAS-DE-CALAIS

### LENS

### Réunion du Bureau et de la C. E. fédérale

Le Bureau et la C.E. Fédérale ont tenu à Lillers, le 15 janvier, une importante réunion qui était élargie d'un représentant de chaque section.

Il fut procédé à l'examen de l'ordre du jour du Congrès National qui doit se tenir les 24, 25 et 26 mars à Paris. Le Bureau et la C.E. Fédérale ont décidé qu'après examen dans les sections, les décisions prises seront exposées dans un Congrès Fédéral. Celui-ci se tiendrait le 12 mars à Lens.

C'est avec un grand plaisir que fut enregistrée la création d'une nouvelle section à Gouy-Saint-André, il faut noter aussi que de nouvelles adhésions viennent augmenter nos effectifs.

D'un commun accord, il fut décidé d'adresser aux ouvriers belges en lutte un télégramme de sympathie au camarade Renard, pour le courage qu'ils montrent dans la défense de leur liberté et de leur droit à la vie dans la dignité.

Les membres du P.S.U. seraient prêts à faire envers les familles en difficulté un geste qui mérite d'être retenu. Ils ont en effet l'intention d'offrir l'hébergement d'enfants afin de les soustraire à la disette qui pourrait résulter de la situation à la suite de leur longue grève très justifiée.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

— Directeur - Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René - Boulanger

60, rue René-Boulanger, PARIS-10<sup>e</sup>

— Travail exécuté —

par des ouvriers syndiqués

## VAUCLUSE

Au cours de la campagne pour le référendum, la Fédération du Vaucluse a intensifié sa propagande en distribuant plus de 1.000 tracts, en collant plus de 1.000 affiches et en envoyant 800 encarts de Tribune Socialiste. D'autre part, elle a organisé deux réunions d'information, très suivies, à Carpentras et à l'Isle-sur-Sorgues. Enfin, la Fédération a participé à un forum aux côtés de la Ligue des Droits de l'Homme et du P.C. Le Sénateur S.F.I.O. Geoffroy, qui faisait campagne pour le « non », y a défendu ses propres opinions.

## "C. E. S." PROGRAMME

### • DEGRE SUPERIEUR

ATTENTION : Les cours du DEGRE SUPERIEUR se tiendront désormais Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Bac), à 20 h. 30, les mardi et mercredi.

31 Janvier :

ETHNOLOGIE ET MARXISME  
Par Lucien Sebag, (Série : Le Marxisme et la recherche contemporaine).

1<sup>er</sup> Février :

ANALYSE ET PREVISION  
par Yvan Craipeau, (Série : Marxisme et action).

### • DEGRE MOYEN

Pour le DEGRE MOYEN, les cours restent 17, rue de Chaligny,

30 Janvier :

L'EVOLUTION POLITIQUE DES SYNDICATS  
Par Lucien Rioux, (Série : Où en est le Mouvement Ouvrier ?).

Pour tous renseignements : « C.E.S. », 17, rue de Chaligny.

### "C. E. S. WEEK-END"

Les Samedi 4 (à 15 h.), et dimanche 5 février, au Relais de la Haquinère, avenue Montaigne, Gif-sur-Yvette (S.-et-O.).

Droits de participation (hébergement et 2 repas) : 16 NF, (apporter matériel de couchage).

Thème de la rencontre :

NATION ET NATIONALISME

avec Jean Poperen.

Inscription : 17, rue de Chaligny, Paris XII<sup>e</sup>.

## Prises de position communes pour la négociation

### AISNE

A Laon, les organisations locales du P.S.U. et du P.C.F., les Unions locales C.G.T., C.F.T.C., la sous-section de la F.S.N. demandent en commun qu'une négociation d'égal à égal cesse le feu et les garanties de l'autodétermination soit engagée dans les délais les plus courts entre le Gouvernement français et le G.P.R.A. en vue d'aboutir à une solution conforme à nos aspirations du peuple algérien à l'indépendance et à l'établissement de relations mutuelles et profitables entre l'Algérie et la France.

### HAUTE-GARONNE

L'Association Générale des Etudiants de Toulouse, les Unions départementales de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la C.G.A., la F.E.N. (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T.), S.G.E.N. se sont réunis à Toulouse et ont publié une déclaration :

« La négociation avec ceux qui combinent et leurs représentants, c'est-à-dire le G.P.R.A. est indispensable pour ramener la paix sur le sol algérien. Aussi toute nouvelle mesure, même transitoire, prise unilatéralement par le gouvernement pourrait une fois de plus que retarder l'heure de l'issue pacifique souhaitée par tous.

Le front syndical reste convaincu que le retour de la paix en Algérie sera essentiellement l'œuvre de tous les travailleurs et des forces démocratiques du pays qui par leur pression, obligent les Pouvoirs publics à œuvrer dans le sens de la volonté générale.

Maintenant, plus que jamais, doivent cesser les équivoques des Pouvoirs publics. La responsabilité des forces vives du pays serait grande si elles se cantonnaient dans une passivité coupable. »

### GIRONDE

Vingt-et-un mouvements de jeunesse parmi lesquels l'A.G. des Etudiants de Bordeaux, les Jeunes de Témoignage chrétien, les jeunes de la C.G.T., les J.S.U., les J.U., les E.S.U., les Jeunesses socialistes S.F.I.O., le Foyer Léo Lagrange, les Non-violents, la Fédération des Etudiants protestants, les Jeunes du S.N.I., du S.N.E. et du S.G.E.N., l'O.E.C., ont signé un tract commun diffusé à 80.000 exemplaires dans lesquels ils appellent à agir dans l'union pour imposer la paix négociée immédiate en Algérie.

### MORBIHAN

Les Unions départementales de la C.G.T., du S.N.I., de la F.E.N., les fédérations P.S.U. et P.C.F. ont publié une déclaration éditée en tract pour réclamer que le gouvernement engage immédiatement des négociations avec le G.P.R.A. portant à la fois sur les conditions du cessez-le-feu et les garanties de l'application loyale de l'autodétermination.

### PUY-DE-DOME

Un appel commun en faveur de la négociation avec le G.P.R.A. a été publié par l'A.G. des étudiants de Clermont Ferrand, les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., C.G.A. et les sections de la F.E.N. et du S.N.I.

### TARN

A Albi, le Comité de Coordination pour la paix en Algérie appelle à une réunion publique pour la négociation le vendredi 27 janvier à 21 heures, au Gymnase municipal. Le Comité de coordination groupe notamment les sections d'Albi du P.S.U. et du P.C.F., les unions locales C.G.T. et F.O., les sections de la F.E.N. du S.N.I., du S.N.E.S., l'Association syndicale des familles, la Fédération des œuvres laïques, la Libre pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, etc.

### VIENNE

Les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., les sections de la F.E.N. et du S.N.I., l'A.G. des Etudiants de Poitiers, les Fédérations du P.S.U. et du P.C. ont signé une déclaration commune en faveur de la négociation avec le G.P.R.A.

### Courrier du PSU n° 4

Les documents pour le Congrès National des 24-25-26 Mars.

— Rapport moral et Rapport d'orientation présentés par Edouard Depreux.

— Projet de résolution présenté par le C.P.N.

Abonnement 1 an : 6 NF. C.C.I. « Tribune Socialiste » Paris 5826-654, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.

# Anastasie ET LE CINÉMA

par Guy DESSON

*La Jeunesse, l'Education nationale,  
[la Justice,  
L'Intérieur, les Armées, le Sahara,  
La Santé publique, les Affaires  
Etrangères,  
Un petit copain de l'U.N.R...*

*La Communauté, les Associations  
[familiales,  
L'Information, l'Industrie et le  
[Commerce,  
Un sociologue, les Territoires  
[d'Outre-Mer,  
Et un petit copain de l'U.N.R...*

*Un éducateur, un magistrat, un  
[médecin,  
Un pédagogue, l'Association des  
[Maires,  
Et un petit copain de l'U.N.R...*

**N**ON, ce n'est pas Jacques Prévert qui, cette fois, a composé cette litanie burlesque. C'est à M. Terrenoire que nous devons ce nouvel inventaire.

L'effet d'hilarité n'a pas été toute fois recherché, car il s'agit tout simplement de la nouvelle composition de la « Commission de Contrôle des films cinématographiques », la « censure », puisqu'il faut l'appeler par son nom.

Mais la fantaisie qui a conduit l'élaboration de cet aréopage ne doit pas faire oublier qu'en fait le ministre de la Censure en tirera des pouvoirs renforcés, car l'actuel équilibre entre les représentants des Ministres et ceux de la profession est ainsi abandonné au profit d'un organisme tripartite où les amateurs — et professionnels — de la morale officielle l'emportent sur ceux qui connaissent les problèmes à résoudre.

Il faut d'ailleurs reconnaître que les commissions issues de l'Ordonnance de juillet 1945 et des décrets modificatifs de 1948, 1950 et 1951 avaient été loin de satisfaire les esprits libres.

## Comment plaire à la fois à la Défense et à l'Intérieur ?

C'est qu'il est impossible de faire de l'analyse en la matière... Le représentant de la Défense Nationale considère que « les Gaités de l'Escadron » constituent une offense pour l'armée tandis que le sang de celui de la Justice se glace devant un gardien de prison brutal ou un magistrat « fatigué ». L'Intérieur, de son côté, refuse de considérer la police autrement que sous un aspect angélique, etc...

Résultat : la censure du cinéma promis au peuple le plus spirituel de la terre était telle qu'aucun producteur de chez nous ne se serait risqué à faire : « Tant qu'il y aura des hommes » ou même « Quand passent les cigognes », car la conception de l'armée inhumaine du film américain et l'officier russe prévaricateur n'auraient pas trouvé grâce devant un patriotisme susceptible et agissant.

Joignez à cela les exigences de la pudibonderie et celles de la censure catholique, celle-ci parfois plus compréhensive que l'officielle, sauf pour quelques tabous.

Mais, en fait, les deux parties d'égale puissance s'annuleraient, car si au sein de la Commission les administratifs faisaient souvent bloc, ils se heurtaient au front uni de la profession de sorte que, dans tous les cas litigieux, c'était le Président qui arbitrait. Avec, bien sûr, l'ultime recours du ministre qui ne pouvait modifier la décision que dans le sens libéral.

Sensible aux charmes de B. B., M. Terrenoire ayant usé de son pouvoir pour autoriser « La Vérité » aux moins de 18 ans, l'ancienne Commission s'était drapée dans une dignité austère et avait frappé « Terrain Vague » et le pourtant bien sage « Boulevard », ce qui lui valut deux nouveaux désaveux ministériels.

Sans doute M. Terrenoire s'est-il lassé de jouer les corrupteurs de la jeunesse, car aujourd'hui la Commission est réduite à un simple rôle consultatif et c'est le ministre seul qui prendra la décision d'autoriser ou d'interdire l'exploitation d'un film quelle que soit la décision des censeurs officiels.

## Quatre interdictions possibles

On a cru aussi diminuer les risques en instituant une *précensure*, un avis préalable étant donné sur le vu du scénario et du découpage.

Pour qui connaît un peu le Septième Art, cette précaution apparaît inutile et dangereuse. La mise en scène, l'éclairage interne et externe du comédien, le montage du film peuvent en effet modifier presque du tout au tout le sens d'une situation figée sur le papier. La malice des uns ou le machiavélisme des autres aidant, il ne manquera pas d'avis favorables qui ne constitueront que de fragiles boucliers contre la décision finale.

Celle-ci risque d'être grave. *Quatre interdictions sont possibles* : aux moins de 13 ans, au moins de 18 ans, à l'exportation et l'interdiction totale, car la V<sup>e</sup> République a pour la première fois dans l'histoire du cinéma français interdit des œuvres qui ne plaisaient pas aux puissants du jour.

Ces compartimentages sont ridicules. L'exploitant de salle devra-t-il exiger des actes de naissance ou se fier-il à l'aspect extérieur du client ?

On pourrait aussi souligner que le développement mental n'est pas toujours affaire d'état civil...

Quant à l'interdiction à l'exportation elle vaut condamnation car, dans l'état actuel des choses, il n'est pas un film français sur cent qui puisse prétendre s'amortir sur les seules recettes métropolitaines.

Enfin si le film interdit à l'exportation est le résultat d'une coproduction, qui empêchera la société étrangère, d'exploiter sa copie en dehors de nos frontières ?...

Arrêtons ici ces quelques constatations dont le développement nous conduirait à un excès de détails techniques.

Reconnaissons que la seule utilité d'une censure nationale devrait être d'enlever aux maires le pouvoir qui leur permet officiellement de régenter les programmes de leurs villes et qui les laisse trop souvent sans défense devant les exigences de certaines catégories agissantes de leurs électeurs...

On ne compte plus en effet les villes rigoristes où certains films sont interdits. Nice est du nombre. On n'a pourtant pas, quand on la traverse, l'impression d'une cité au puritanisme militant.

Mais, pour remplir son objet, en attendant qu'une conscience collective laisse à la seule profession le soin de déterminer elle-même « jusqu'où on peut ne pas aller trop loin », encore faudrait-il que la Commission de Censure n'émette pas des avis incohérents.

Comme par exemple l'interdiction aux moins de 18 ans des « Petits Chats », film spécialement conçu pour les jeunes et que les dirigeants de la Ligue de l'Enseignement ont déclaré répondre à son objet...

Non, M. Terrenoire pourra toujours multiplier les réglementations et les membres de sa Commission, il n'en échappera pas moins aux décisions baroques.

Signalons-lui qu'il pourra aussi imiter ce qui se passe chez son ami Franco où la censure exige des modifications invraisemblables dans le scénario.

C'est ainsi que pour être projeté dans le pays de son réalisateur, le film de Luis Bunuel : « Mort d'un cycliste », a vu très moralement l'amant changé en mari, tandis que celui-ci devenait le frère de l'héroïne !...

Sans doute M. Malraux, toujours ombrageux en ce qui concerne l'art n'y trouverait rien à redire puisque, tout compte fait, ce serait amener les spectateurs français à pratiquer — sinon à comprendre — Kafka !

# LES DROITS DU TRAVAILLEUR

## Les jours fériés de 1961

Il existe neuf jours fériés légaux en 1961 qui tomberont aux dates suivantes :

Lundi de Pâques (3 avril); Fête du travail (1<sup>er</sup> mai, lundi); Ascension (11 mai, jeudi); Lundi de Pentecôte (22 mai); Fête Nationale (14 juillet, vendredi); Assomption (15 août, mardi); Toussaint (1<sup>er</sup> novembre, mercredi); Fête de la Victoire (11 novembre, samedi); Noël (25 décembre, lundi).

Le chômage des jours fériés tombant un autre jour que celui du repos hebdomadaire n'est obligatoire que pour les moins de 18 ans et les femmes travaillant dans les usines et ateliers.

Le repos de ces journées n'est en général accordé aux salariés qu'en vertu de convention collective.

• Le paiement des salariés rémunérés à l'heure n'est pas obligatoire sauf conventions collectives le stipulant.

• En ce qui concerne les mensuels aucune réduction ne peut leur être appliquée de fait du chômage, à l'exception des heures supplémentaires qui auraient dû être effectuées le jour chômé.

Si le jour férié est travaillé : les salariés à l'heure sont rémunérés au tarif normal et les mensuels ne peuvent prétendre à un supplément de salaire (sauf stipulation contraire ressortant d'une convention collective).

Si le chômage des jours fériés a pour effet de faire tomber la durée hebdomadaire de travail au-dessous de 40 heures, la récupération peut être effectuée après le jour férié, soit dans la semaine, soit dans les douze mois qui suivent (à charge pour l'employeur d'en aviser l'inspecteur du Travail).

Les heures de récupération sont dues au tarif normal, sans majoration. Les mensuels ont droit à une indemnité calculée sur la base du salaire, ce supplément s'ajoutant à leur rémunération mensuelle habituelle.

La journée du 1<sup>er</sup> mai fait l'objet d'une réglementation spéciale (lois des 30-4-1947 et 29-4-1948). Elle est obligatoirement chômée et indemnisée lorsque le salaire peut justifier d'une perte de salaire du fait du chômage de cette journée.

Une opinion est assez répandue qui prétend que lorsqu'un jour férié tombe un dimanche, le lundi est chômé. Celle-ci provient d'une confusion avec les dispositions de la loi du 23 décembre 1904, relatives aux opérations commerciales et financières, qui prévoit qu'aucun paiement sur effet, mandat, chèque, compte courant, etc..., ne peut être effectué, ni aucun protêt dressé les 2 janvier, 15 juillet, 16 août, 2 novembre et 26 décembre lorsque ces jours tombent un lundi.

Cette législation à caractère commercial et financier ne s'applique pas au point de vue social.

## Congés non rémunérés d'Education ouvrière

UN arrêté du 10 novembre 1960 publié au Journal officiel du 23 décembre 1960 précise la liste des centres rattachés à des organisations syndicales de travailleurs reconnues comme représentatives sur le plan national, ainsi que des instituts spécialisés, dont les stages ou sessions exclusivement consacrés à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale, ouvrent droit aux congés institués par la loi du 23 juillet 1957 (n° 57-821) accordant des congés non rémunérés aux travailleurs en vue de favoriser l'éducation ouvrière.

Cette liste est fixée comme suit :

- Centre confédéral d'éducation ouvrière de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.);
  - Institut confédéral d'études et de formation syndicales de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.);
  - Centre de formation de militants syndicalistes et Centre d'éducation ouvrière de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (C.G.T.-F.O.);
  - Centre de formation des cadres syndicaux de la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.);
  - Institut du travail de l'Université de Strasbourg;
  - Centre de culture ouvrière, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris;
  - Centre départemental d'éducation ouvrière du Nord, fonctionnant auprès de l'Université de Lille, 42, rue Paul-Duez à Lille;
  - Institut d'études sociales de l'Université de Grenoble, 12, rue Voltaire à Grenoble;
  - Institut régional du travail de la Faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence.
- La présente liste est arrêtée pour l'année scolaire octobre 1960-octobre 1961.

## DIVERS

### LOGEMENT

En raison de la crise du logement, de nouveaux délais sont accordés en matière de réquisition et d'expulsion. (Circulaire 1369, du 21-12-60; J.O. du 22-12-60, page 11560).

### TRAVAIL

Extension de conventions collectives dans les industries de l'habillement et industries de carrières et de matériaux. (Arrêtés du 13-12-60; J.O. du 21-12-60, page 11503).

Roger PHILIPPE

## Une question écrite de nos camarades Bleuse, Bourdet et Suant au Préfet de la Seine

Les décès récents dans la capitale d'un commerçant et d'un lycéen ont soulevé une grande émotion dans la population parisienne. La presse quotidienne et la Radiodiffusion-Télévision Française ont relaté les faits que l'on peut résumer de la façon suivante :

Pour des motifs différents mais bénins, des bagarres ont entraîné la mort d'un homme et d'un garçon de 14 ans. Dans les deux cas, les victimes grièvement blessées, ont été transportées à l'hôpital le plus proche et dans les deux cas, pour des raisons que les enquêtes devront établir, l'admission des victimes a été refusée. Dans les deux cas, il a fallu recourir à un autre hôpital, mais hélas, la perte d'un temps combien précieux, tant en discussion qu'en transports supplémentaires, a eu pour effet de retarder les soins urgents qui s'imposaient. On connaît la triste suite : le commerçant et le lycéen sont morts.

Sans établir une relation de cause à effet mais en souhaitant vivement que des enquêtes approfondies et diligentes situent très exactement les responsabilités, MM. Bleuse, Suant et Claude Bourdet, Conseillers Généraux, déplorent pour leur part cette rigueur des règles de l'administration hospitalière dont l'application a pour effets de refuser l'admission d'un blessé grave dans un hôpital et d'ordonner son transport dans un autre établissement. Les Conseillers généraux sus-nommés estiment pour leur part que dans ce cas, l'admission doit avoir lieu sans discussion, à l'hôpital le plus proche. Aux règles de l'administration ils opposent tout simplement les règles humanitaires, étant bien entendu dans leur esprit qu'il convient d'abord et surtout de sauver une vie, la régularisation de la situation administrative du blessé intervenant logiquement à la suite de son admission.

MM. Bleuse, Suant et Claude Bourdet font part de leur émotion à Monsieur le Préfet de la Seine et lui demandent de bien vouloir prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à des faits aussi douloureux.

# La crise agraire en U R S S

Le Comité Central du Parti Communiste Soviétique a siégé à Moscou durant une bonne semaine. Le texte complet de la résolution votée et du long discours de Nikita Khrouchtchev ne me sont pas encore parvenus au moment, où sur la demande de la Tribune, j'écris cet article. Mais ce que je sais déjà des débats ne laisse pas de doute sur l'extrême importance de cette session de l'organe suprême du parti dirigeant.

C'est le problème agricole qui a retenu presque exclusivement l'attention des membres du C. C. auxquels avaient été adjoints, en grand nombre, des techniciens de l'agriculture et des représentants (élus ou désignés ?) des kolkhozes (« coopératives agricoles ») et des Sovkhozes (fermes d'Etat).

## Les critiques présentées au Comité Central

Le Comité Central a dû constater que les prévisions du plan agricole pour l'année 1960 n'ont pas été réalisées. Tous les orateurs, constamment interrompus par N. Khrouchtchev et confondus par lui, ont dû reconnaître que les conditions atmosphériques défavorables n'expliquaient pas l'importance de ce déficit. On a dénoncé la mécanisation insuffisante et l'intervention abusive des organismes bureaucratiques. On s'est plaint de la mauvaise organisation du travail et de la négligence des cadres. On a constaté l'indifférence des kolkhoziens à l'égard de leur kolkhoze, et stigmatisé « l'intérêt exagéré » qu'ils portent à leurs lopins de terre individuels au détriment du travail sur la terre collective. On a remarqué que le rendement de ces exploitations individuelles est de beaucoup supérieur à celui des kolkhozes. On a enregistré une forte diminution du bétail « collectif », tandis que celui des kolkhoziens augmente. On a parlé de l'enrichissement des kolkhoziens dont le niveau de vie est de beaucoup supérieur à celui des salariés des sovkhozes. Il a été question aussi de la diminution catastrophique de la récolte sur les « terres vierges » de l'Asie Centrale et des conditions lamentables dans lesquelles vivent et travaillent les jeunes des deux sexes envoyés dans ces régions lointaines.

Cette dernière critique a dû être très désagréable au Secrétaire général du Parti, car, malgré les avertissements des agronomes, il a poussé l'exploitation intensive de ces terres sans la moindre précaution, ce qui a conduit à leur épuisement presque immédiat. Aussi a-t-il riposté aussitôt en dénonçant le mauvais travail en Ukraine où les kolkhoziens, a-t-il dit, ont volé la moitié de la récolte du maïs des kolkhozes pour nourrir les bêtes leur appartenant à titre privé.

## La politique « libérale » de Nikita

Il est certain que la crise actuelle a des racines profondes dans la situation de l'agriculture soviétique, en conséquence de la politique stalinienne de la collectivisation générale et obligatoire de toutes les terres. Mais elle a aussi une cause plus immédiate. C'est le mécontentement des paysans provoqué par l'abandon (partiel) par le Comité Central de décembre 1959 de la politique « libérale » que N. Khrouchtchev poursuivait depuis 1956.

Cette politique avait considérablement stimulé l'agriculture par toutes une série de mesures dont les principales sont : l'augmentation du prix d'achat de la production agricole par l'Etat; la suppression de la vente obligatoire de la récolte à l'Etat; la liquidation des « Stations de Tracteurs » et la vente de leur matériel aux kolkhozes, ce qui a supprimé la tutelle économique-politique de ces « stations » (organismes étatiques) sur l'agriculture; toutes sortes de facilités accordées aux kolkhoziens pour stimuler leur travail sur les lopins de terre leur appartenant à titre individuel; l'autorisation aux kolkhozes et aux Unions Interkolkhoziennes constituées à cet effet, de créer — en dehors de toute planification et en pleine liberté — des entreprises industrielles destinées à subvenir aux besoins des kolkhozes et des membres de ces collectives (entreprises de travaux publics pour la construction des silos, des maisons d'habitation, des écoles, des hôpitaux, des centres culturels, des routes, etc...; fabriques de meubles; petites stations électriques susceptibles de fournir le courant aux kolkhozes et aux kolkhoziens; boulangeries, fromageries; etc... Ces entreprises peuvent vendre le surplus de leur production aux particuliers, aux entreprises de l'Etat, aux Municipalités).

L'amélioration considérable du ravitaillement de l'U.R.S.S. au cours des dernières années est due, en

grande partie, à cette politique « libérale » de N. Khrouchtchev à l'égard des paysans. Mais elle a eu aussi pour conséquence un extraordinaire développement du « marché kolkhozien » (marché libre, indépendant de l'appareil étatique de distribution, beaucoup plus souple que ce dernier et qui supplée heureusement aux insuffisances et au bureaucratisme des magasins d'Etat, du moins dans tout ce qui concerne l'alimentation).

En outre, ce « libéralisme » a conduit à un rapide enrichissement des kolkhozes et surtout des kolkhoziens. Cet enrichissement est d'ailleurs tout rela-

par

Oreste ROSENFELD

tif. Mais il est très inégal. Cependant il a sensiblement relevé le niveau de vie des paysans, comparé à celui des ouvriers agricoles des fermes d'Etat (sovkhozes) et même à celui des ouvriers industriels, du moins des manœuvres sans qualification professionnelle.

Il existe toujours en U.R.S.S. une fraction stalinienne qui trouve depuis quelque temps un appui très sérieux auprès de Mao-Tsé-Tung, le « seul théoricien vivant du marxisme-léninisme » comme le présentent les communistes chinois. Ces « durs », effrayés par les conséquences « capitalistes » de la politique agraire du Président du Conseil, lui ont imposé, en décembre 1959, une « pause » et même un « recul ». Ils ont obtenu notamment la réduction du prix d'achat des céréales et des mesures destinées à ramener les conditions de vie des paysans-kolkhoziens au niveau de celles des salariés des sovkhozes. Pour tout observateur attentif une nouvelle crise agraire paraissait dans ces conditions, imminente. Elle a en effet éclaté.

## L'offensive des « durs »

Pour combattre la crise, les « durs » ont préconisé des mesures encore plus draconiennes. Reprenant une vieille idée de N. Khrouchtchev, émise en 1948-1950 et abandonnée aussitôt, ils ont proposé la création d'Agrovilles, c'est-à-dire de grandes agglomérations où les kolkhoziens seraient logés dans des immeubles de trois ou quatre étages, avec beaucoup de confort, certes, mais avec l'obligation d'abandonner leurs propres chaumières et surtout leurs parcelles individuelles avec leurs arbres fruitiers, leurs potagers, leurs basse-cours, leurs vaches (une par foyer) et leurs cochons. Ce serait la liquidation définitive des derniers vestiges de la propriété privée paysanne. Accompagnée d'autres mesures destinées à réduire l'autonomie économique des kolkhozes et à renforcer la tutelle politique sur les kolkhoziens, la création des Agrovilles devrait réduire ces derniers à l'état des salariés des sovkhozes. Ce serait, d'après ces « théoriciens » le passage du système social actuel à un « niveau communiste supérieur » par la disparition de la « propriété coopérative » et du marché libre kolkhozien.

Ces mêmes « sectaires » demandaient une réorganisation telle des « Unions Interkolkhoziennes » que leurs entreprises industrielles passeraient en fait sous la direction des organismes économiques de l'Etat.

Si ces thèses avaient triomphé au Comité Central, non seulement l'autorité de N. Khrouchtchev aurait été détruite et son départ probable, mais l'agriculture soviétique et même tout le système soviétique aurait été ébranlé peut-être aussi profondément qu'ils l'ont été par le « Communisme de Guerre » de 1918-1920, par l'abandon de la N.E.P., en 1925-1927, par la collectivisation stalinienne en 1928-1932, et par la « reprise des paysans en main » après la fin de la guerre.

## La victoire du Secrétaire Général

Le Secrétaire général du Parti Communiste a réussi à triompher de ses adversaires. Sa victoire à la Conférence des 81 partis communistes sur le terrain de la politique internationale (« coexistence pacifique ») — bien que son succès ne soit pas complet — lui a-t-elle donné une nouvelle autorité contre les « chinois intérieurs » ? A-t-il profité du délai d'un mois, que l'ajournement du Comité Central primitivement convoqué pour le 13 décembre lui a accordé, pour « préparer » la réunion de l'organisme direc-

teur du Parti mieux qu'il ne l'avait fait l'année dernière ? Toujours est-il que N. Khrouchtchev a fait repousser toutes les solutions présentées par ses adversaires. A-t-il réussi également à faire rapporter toutes les décisions de l'année dernière ? Je n'en suis pas très certain. Il faut attendre le texte complet de la résolution et surtout les « décrets d'application », si j'ose employer ce terme de « droit bourgeois ».

Cependant, sur un point, N. Khrouchtchev semble avoir accepté un compromis. Il a admis la création de « Coopératives d'Etat » chargées d'acheter aux kolkhozes et aux kolkhoziens leurs « surplus » à des « prix autres que ceux fixés par l'Etat ». Est-ce la liquidation des « marchés kolkhoziens » ? On peut le penser. Il faudrait donc s'attendre dans ces conditions, à la renaissance du marché noir...

En outre N. Khrouchtchev a accepté la construction des Agrovilles mais uniquement pour les travailleurs des grands sovkhozes exploitant les « terres vierges » des régions lointaines. Cette mesure se justifie étant donné les conditions dans lesquelles travaillent en Asie les jeunes pionniers « volontaires ».

## Une déclaration historique de M. « K. »

Le Secrétaire général du Parti et Chef du Gouvernement a, d'autre part, remporté une très grande victoire sur un plan plus général.

En proposant qu'une partie des crédits affectés à l'industrie lourde soit, dès à présent, affectée aux investissements dans l'agriculture et dans l'industrie des biens de consommation, le Chef du Parti Communiste a déclaré (je cite d'après *Le Monde*) :

« L'essentiel est d'assurer un développement régulier et uniforme à toutes les branches de l'économie afin de ne créer aucune disproportion. »

Si nous, les dirigeants, nous permettons que les proportions normales soient changées, nous tromperions la confiance du peuple. L'essentiel pour nous c'est l'édification du communisme, et pour marcher sûrement de l'avant, nous devons assurer un développement harmonieux de notre économie. »

Tout en affirmant que l'agriculture connaît, depuis sept ans (Staline est mort en 1953 !) un essor sans précédent, N. Khrouchtchev a dit au Comité Central : « Mais l'agriculture ne se développe pas aussi rapidement que l'industrie et ne parvient pas à suivre le rythme du développement industriel ni celui des besoins de la population. »

« La production agricole doit devancer les besoins de la population », a-t-il affirmé, en indiquant que la consommation annuelle par tête d'habitant était passée de 1953 à 1959 de 38 à 54 kilos de viande, de 4,7 à 6,4 kilos de beurre, de 88 à 154 kilos de produits laitiers, mais que c'était encore loin d'être suffisant, « On ne saurait édifier le communisme sans une agriculture capable d'assurer l'abondance », a-t-il conclu.

Pour autant qu'on en puisse juger d'après les extraits de la résolution publiée, le C.C. a adopté toutes les propositions de son Secrétaire général. Je ne suis pas sûr du tout que ces mesures suffiront pour assainir la situation d'une façon durable.

Mais pour la première fois à Moscou, on a, officiellement reconnu la nécessité d'un développement harmonieux de l'économie. Le Chef du Gouvernement a dénoncé le déséquilibre créé par la croissance trop rapide de l'industrie lourde au détriment de l'agriculture et de la production des biens de consommation. C'est là un fait d'une importance capitale, peut-être même décisive pour l'évolution ultérieure de l'U.R.S.S.

Je sais bien que pour ne pas avoir l'air de désavouer ainsi toute la politique économique de Staline, depuis le premier plan quinquennal, la résolution du Comité Central déclare : « L'industrie est assez développée, la défense du pays assez solide pour que le gouvernement puisse accorder une attention plus grande au bien-être du peuple ». Il n'empêche que la déclaration de N. Khrouchtchev dépasse singulièrement le cadre restreint du transfert de quelques milliards.

Si des mesures concrètes suivent cette déclaration nous assisterons à un véritable tournant de la politique économique de l'U.R.S.S., tournant qui pourrait avoir aussi des répercussions sur le plan politique.

(1) Je n'ai pas la possibilité d'examiner, dans le cadre forcément restreint de cet article, toutes ces questions d'un très grand intérêt. Je renvoie les lecteurs qu'elles intéressent à mon article publié dans les « CAHIERS INTERNATIONAUX » n° III, Avril-Mai 1960. Je l'ai écrit en rentrant d'un voyage en U.R.S.S.